

**POUR VOUS
ABONNER:
647-3333
Extérieur:
1-800-463-2362**

LE SOLEIL

**POUR
VENDRE
LOUER
ACHETER
LES
ANNONCES CLASSÉES
647-3311**

JEUDI 9 AVRIL 1992

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 102
58 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 T.V.G. 0.30 4.04

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 60¢ Plus T.P.S. T.V.G.

50¢ Plus T.P.S. T.V.G.

QUÉBEC

Roberta Bondar fait passer messages et émotions



Ce sont des émotions que l'astronaute canadienne Roberta Lynn Bondar a voulu partager, de passage hier à Québec. Émotions tirées de son odyssée de huit jours dans l'espace, en janvier, à bord la navette Discovery et de son laboratoire. Émotions à partir d'images prises à 296 kilomètres d'altitude. **A-7**

LA RÉGION

Enquête sur des agressions sexuelles en Haute-Côte-Nord

La SQ enquête sur une série d'agressions sexuelles dont auraient été victimes des enfants à Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton, sur la Haute-Côte-Nord. **A-3**

LE SPORT

LNH: un record de grève qui sera facile à battre

Selon Mike Hough, représentant des Nordiques dans l'Association des joueurs, le record de 57 jours d'une grève dans le sport ne sera pas difficile à battre. **S2 à S-4**

LE QUÉBEC

Un élève sur deux au secondaire occupe un emploi

Un élève sur deux occupe un emploi pendant ses études secondaires. Cependant, il faut chercher ailleurs les causes réelles du décrochage scolaire. **A-8**

LE CANADA

Ottawa renonce à sa nouvelle taxe de 8 \$ sur les cigarettes

Ottawa cessera de prélever sa taxe de 8 \$ sur les cigarettes pour mettre à l'essai d'autres mesures de lutte contre la contrebande des produits du tabac. **A-9**

L'ÉCONOMIE

Tokyo rend Wall Street de plus en plus nerveux

Insensible jusqu'à présent aux fluctuations de la bourse de Tokyo, Wall Street commence à être inquiet. Depuis lundi, l'indice Dow Jones a perdu plus de 130 points. **B-1**

L'INDEX

GÉNÉRAL

Annonces classées	C-6 à C-12
Arts	C-4 et C-5
Bridge	C-11
Décès	C-13
Économie	B-1 à B-6
Éditorial	A-14
Horoscope	C-11
Idées du jour	A-15
Informations générales	A-3 à A-12
Le monde	C-1 à C-3
Où aller à Québec	C-4
Pierre Champagne	B-11
Québec et l'Est	B-7 à B-12

TABLOÏD

Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés	S-14
Mot mystère	S-14
Sport	S-1 à S-13

LA MÉTÉO

Ciel ensoleillé aujourd'hui, maximum 6 et minimum 1. Demain, quelques nuages, vents et plus frais, max. 4 et min. -5. **S-16**

Hausses pour les «enfants gâtés» de l'État québécois 400 000 \$ à 30 mandarins

Les hauts fonctionnaires sont les enfants gâtés du système, estiment des députés libéraux dont celui de Chauveau, M. Rémy Poulin, qui a souligné à la dernière réunion du caucus ministériel que 30 mandarins se sont partagés plus de 400 000 \$ en augmentations de salaires en 1991.

LE SOLEIL

Selon les informations obtenues par LE SOLEIL, certains députés libéraux utilisent les cas de ces hauts fonctionnaires

dans leur campagne pour détourner le gouvernement de la tentation d'adopter une loi spéciale qui priverait les syndiqués du secteur public de l'augmentation de 3 % qui leur a été promise.

EXCLUSIF

Pour ces députés, les mandarins sont devenus une cible de choix au moment où les membres de l'Assemblée nationale sont eux-mêmes pointés du doigt parce qu'ils veulent améliorer leur régime de retraite au coût de 1 million \$ par année.

Mardi soir, sur la base des décrets publiés dans la Gazette

officielle en 1990 et 1991, M. Poulin a fait valoir que, l'an dernier, les augmentations de salaires et les bonus versés à 30 hauts fonctionnaires équivalaient à 12,8 % de hausse moyenne de leur rémunération.

Tous ont obtenu plus de 10 000 \$ d'augmentation et gagnent au-delà de 100 000 \$ par an. Boni et salaire confondus, huit ont vu leur traitement augmenter de plus de 16 000 \$ et

six sont payés plus de 130 000 \$, dont deux qui obtiennent pratiquement 150 000 \$.

Ces deux sous-ministres les mieux payés sont Jacques Chamberland, à la Justice, et Claude Séguin, aux Finances. Parmi ceux qui gagnent plus de 130 000 \$, il y a Benoit Morin, le secrétaire général du gouvernement, John Parisella, le direc-

Suite A-2, Mandarins...

Vieux-Port Projet de 10 millions pour un musée des sciences naturelles

QUÉBEC — Des insectes, des animaux, des bêtes préhistoriques et des minéraux, voilà ce qu'on trouvera dans un ou deux ans à la Pointe-à-Carcy si le hangar du Grand-Marché accepte d'accueillir un projet de musée des sciences naturelles. Des investissements privés de l'ordre de 10 millions \$.

LE SOLEIL

« Si vous connaissez l'insectarium de Montréal, vous aurez une petite idée de ce que nous voulons faire dans le hangar du Grand-Marché, dans le Vieux-Port de Québec », explique Georges Brossard, le père de l'insectarium de Montréal dans une brève entrevue au journal LE SOLEIL.

Un projet farfelu? C'est à voir. Le 24 mars dernier, le maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier écrivait au président du Conseil du trésor du Canada, M. Gilles Loiselle, pour lui demander de surseoir à toute décision concernant l'avenir du hangar en question, situé à l'entrée du bassin Louise, sur la Pointe-à-Carcy, un bâtiment inoccupé que le rapport du comité Boulet vouait au pic du démolisseur.

« Ce sera un musée très moderne, interactif, qui ne nécessite pas de visites guidées, un concept qui plait aux enfants comme aux adultes et qui fait rêver. Ce sera plus complet qu'un insectarium, car on trouvera de tout, pas seulement des insectes », explique le coloré notaire montréalais arrivé en coup de vent, hier soir, pour présenter son projet devant une vingtaine de représentants de la ville de Québec et de comités consultatifs du Vieux-Québec, du Vieux-Port/Basse-ville et de Cap Blanc, de la coalition pour la sauvegarde du Vieux-Port et de la Chambre de commerce.

« J'ai besoin de 35 000 pieds carrés, c'est un minimum. C'est un projet de 10 millions \$ provenant d'investisseurs privés de Québec et d'ailleurs. Nous sommes très avancés dans notre projet, nos investisseurs sont prêts à aller de l'avant, et si nous pouvons obtenir le hangar du Grand-Marché, nous pourrions le réaliser rapidement », explique Me Brossard.

Suite A-2, Musée...

Yasser Arafat retrouvé sain et sauf



Dans Jérusalem est, les Palestiniens se sont réunis pour manifester leur joie en apprenant que le chef de l'OLP avait été retrouvé vivant.

Les Palestiniens en liesse

NICOSIE (Reuter, AP) — Yasser Arafat, dont l'avion a disparu pendant 15 heures après avoir fait un atterrissage d'urgence dans le Sahara, a été retrouvé sain et sauf hier matin. La nouvelle a immédiatement provoqué des scènes de liesse parmi les Palestiniens.

Le chef de l'Organisation pour la libération de la Palestine est apparu en fin de soirée hier, pour la première fois depuis l'accident de son avion, à

la télévision libyenne, captée à Nicosie, et a déclaré que son état de santé était « satisfaisant ».

M. Arafat, souriant, était sur son lit d'hôpital. Il portait

un bandeau sur l'oeil droit, et avait des contusions sur la tempe droite. Il recevait le dirigeant libyen Moammar Kadhafi, venu en compagnie de son fils Seif al-Islam à son chevet à Misrata, à l'est de Tripoli.

Suite A-2, Arafat...

Autre texte en page A-12

Point tournant pour Clinton

LITTLE ROCK, Arkansas

« Difficile d'imaginer quelqu'un qu'on connaît président des États-Unis. »

Les gens de Little Rock vont devoir commencer à y penser. Leur gouverneur risque de devenir le prochain président de tous les Américains. New York, mardi, marquait un point tournant de la campagne à l'investiture démocrate pour les présidentielles de novembre et Clinton a négocié le virage comme un Senna de la Formule 1.

« Une victoire par 15 points, c'est une grosse victoire. Nous avons consacré beaucoup de temps et d'efforts à New York. C'était un État qu'il fallait ga-



DÉCISION 92
Monique Giguère du Soleil avec BILL CLINTON

« Je suis agréablement surpris. Mathématiquement parlant, avec plus de 1300 délégués d'acquis sur les 2145 nécessaires, Clinton ne peut plus être stoppé. Mais la lutte continue. La course n'est pas close. »

Outre la confortable victoire de Bill Clinton dans New York, les deux autres surprises des primaires de mardi, c'est le succès de Paul Tsongas qui a recueilli deux fois plus de suffrages que prévu avec 29 % du vote et la piètre performance de Jerry Brown qui a scoré zéro, perdant chacune des quatre primaires en jeu : New York, Wisconsin, Kansas et Minnesota.

Le panorama demeure cependant trouble au lendemain

Suite A-2, Clinton...



Bill Clinton est maintenant obligé de se battre sur deux fronts.

INVITATION MODE

PLACE LAURIER A LE PLAISIR DE VOUS INVITER AU DÉFILÉ DE MODE PRINTEMPS-ÉTÉ QUI SE TIENDRA DANS SON MAIL EST (ENTRÉE NO 4, À CÔTÉ DE MONTREAL TRUST), LE MARDI 14 AVRIL 1992 À 20h, ET DONT LES PROFITS SERONT VERSÉS À LA MAISON DES FEMMES DE QUÉBEC INC.

Les billets sont vendus au Bureau d'information de Place Laurier au 2^e étage

ENTRÉE 15\$ TAXES INCLUSES
Pour renseignements : 653-9318
PRIX DE PRÉSENCE



la maison des femmes

PLACE LAURIER
PLACE AUX IDÉES

Suites de la première page

Mandarins...

teur de cabinet du premier ministre, et Denis Bédard, le secrétaire du Conseil du Trésor.

Les députés ministériels ne sont pas tous aussi préoccupés par le présent niveau de traitement des hauts fonctionnaires, mais tous voudront veiller au grain quand viendra le temps de décider des augmentations qui seront versées aux mandarins en 1992.

Musée...

« Si on peut avoir cette bâtisse, ce serait l'idéal : ça coûte moins cher que de construire du neuf et ça permet de recycler un bâtiment inutilisé depuis 1984. Ne le démolissez surtout pas, il ferait notre affaire tel quel ! », dit le promoteur qui était accompagné d'un associé, M. Lucien Richard.

Mais hangar ou pas, M. Brossard est bien déterminé à faire son musée quand même sauf qu'il souhaite qu'on lui dise alors où aller, ajoute-t-il dans le style très direct d'un gars qui n'a pas de temps à perdre.

Si l'idée séduit à première vue, le projet n'est toutefois pas sans causer quelques maux de tête à l'administration Lallier, comme il l'expliquait d'ailleurs dans sa lettre au ministre Loiselle.

« De prime abord et à plusieurs égards, ce projet me semble fort intéressant. Il soulève toutefois certaines questions qui nous préoccupent, en particulier en ce qui a trait à l'accès au site et au stationnement qui devra le desservir, de même qu'en ce qui a trait à la problématique plus générale du développement des activités portuaires et du tourisme de croisière à Québec », écrit le maire L'Allier.

C'est pourquoi il a mandaté ses fonctionnaires pour étudier l'impact du projet sur le développement du secteur ou encore trouver d'autres sites si c'était nécessaire. Le rapport devrait lui parvenir à la fin du mois, et le processus de consultation entrepris hier soir serait une étape essentielle dans cette foulée. La réunion se tenait cependant à huis clos.

Ce projet remet en perspective tout le problème du développement et de l'aménagement du secteur du Vieux-Port provoqué entre autres par l'implantation du cinéma Imax, compte tenu des problèmes de stationnement et de circulation que l'on connaît durant la belle saison à moins que l'on ne réussisse à convaincre les automobilistes d'opter résolument pour le transport en commun. Contrairement à Imax, toutefois, les promoteurs du musée des sciences naturelles se disent prêts à considérer tout autre emplacement proposé par la ville.



Le leader libyen Moammar Khadafi s'est rendu hier au chevet de Yasser Arafat, hospitalisé à Tripoli pour des examens. Sur cette image retransmise à la télé libyenne, le chef de l'OLP porte un pansement sur l'oeil droit, seule trace visible des contusions subies lors de l'écrasement de son avion.

Arafat...

C'est une tempête de sable qui a contraint l'avion, un Antonov de fabrication soviétique, à atterrir d'urgence mardi dans le désert libyen, non loin de la frontière avec le Tchad et le Soudan.

L'avion d'Arafat apparemment coupé en trois morceaux venait du Soudan et se rendait en Libye, où le chef de l'OLP devait rendre visite à des combattants palestiniens près de Sarra, lorsqu'il a été pris dans le simoun, a perdu le contact avec les tours de contrôle et disparu des écrans radar mardi à 20h45 locales.

Pendant toute la nuit, le monde a été sans nouvelles de l'avion. Puis l'agence de presse libyenne JANA a annoncé en matinée que l'appareil était retrouvé, et, peu après, on apprenait que le président de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) était sain et sauf.

On dénombre cependant trois tués — le pilote, le copilote et un technicien — lors de l'atterrissage d'urgence. Selon un membre de son entourage, M. Arafat n'a survécu à l'accident que parce que ses compagnons l'avaient poussé à l'arrière de l'avion pour diminuer les risques lors de l'atterrissage forcé.

C'est un satellite américain d'observation qui a capté le message de détresse de l'avion disparu, à bord duquel se trouvaient 13 personnes. Des jeeps venant du camp palestinien de Sarra se sont portées alors à leur secours. Ce camp à 1400 km de la frontière libyenne, où sont stationnés 1500 combattants et leurs familles, devait être la destination de l'avion.

À 62 ans, le chef de l'OLP, incarne depuis 35 ans la lutte des Palestiniens pour la création d'un Etat indépendant. Il dirige l'OLP depuis 1969 et a échappé à de nombreux attentats.

Après la localisation de son avion, Yasser Arafat a été conduit à un poste avancé libyen situé à une trentaine de kilomètres du site de l'incident.

Robert Normand élu administrateur à l'Association des quotidiens canadiens

TORONTO (d'après PC) — Le président et éditeur du SOLEIL, M. Robert Normand, a été nommé au conseil d'administration de l'Association des quotidiens canadiens, hier à Toronto.

Le président et éditeur du journal La Presse, M. Roger Landry, a été élu président du conseil d'administration de l'association, qui regroupe 85 des 108 quotidiens du Canada.

Le président élu devient M. Kerry Lambie, de la chaîne de journaux Thomson, et le poste de vice-président et trésorier revient à M. Kevin Peterson, éditeur du Calgary Herald.

Les autres administrateurs sont: Don Babick, Pacific Press,

Vancouver; Don Brander, Cornwall Standard-Freeholder; R.G. Capon, Halifax Herald; J.G. Doherty, Kingston Whig-Standard; Donald Doram, Lethbridge Herald; Hunter Grant, Brockville Recorder and Times; Patrick Harden, Edmonton Sun; Calvin MacIntosh, Fredericton Gleaner; H.R. Redekop, Thunder Bay Times-News and Chronicle-Journal; Michael C. Sifton, Armadale; Ken Sims, Charlottetown Guardian and Patriot.

Le dirigeant palestinien a aussitôt adressé ce message au siège de l'OLP à Tunis: « Je vais bien, merci à tous ».

M. Arafat a déjà échappé, au mois de mars, à un accident semblable à celui dont il a été victime mardi soir dans le sud de la Libye, a révélé aujourd'hui l'un des ses pilotes habituels.

Dans une interview, Marcello Quaglia a raconté qu'il pilotait l'avion qui conduisait M. Arafat dans la capitale soudanaise Khartoum, le mois dernier, lorsqu'une forte tempête de sable s'est levée.

Les États-Unis ont affirmé avec insistance hier qu'ils n'avaient rien fait pour aider aux recherches de l'avion du chef de l'OLP Yasser Arafat disparu en Libye.

« Contrairement aux informations de presse, nous n'avons participé à aucune effort pour retrouver l'avion », a déclaré le porte-parole du département d'État, Mme Margaret Tuwiler.

Dix Palestiniens ont été blessés dans les territoires occupés par les tirs de soldats israéliens alors qu'ils manifestaient leur joie après avoir appris que leur chef était sain et sauf, a-t-on appris de source palestinienne. Le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir a exprimé l'espoir hier soir à la télévision que de « nombreux Arabes comprendront que leur salut ne peut venir » de Yasser Arafat, le chef de l'OLP.

Clinton...

de New York. Le grand point d'interrogation, c'est le retour ou non de Paul Tsongas dans la course. La détermination de Brown, par contre, ne fait aucun doute. Il va se battre jusqu'à la dernière primaire qui se déroulera dans son État, la Californie, le 2 juin.

« Oui, Brown peut encore faire du mal à Bill, reconnaît Smith. Il l'oblige à se battre sur deux fronts : contre lui d'abord et contre Bush. Le seul bénéficiaire de la stratégie de Brown, c'est Bush. Nous allons continuer de nous battre contre Brown le temps qu'il faudra. Certainement aussi longtemps que les Américains vont le prendre au sérieux. »

Ça va être laid

Le « gêneur » Brown risque de retarder d'un mois le début de la vraie campagne contre George Bush. Craig Smith nie catégoriquement que l'objectif de Clinton ne soit pas la présidence en 92 mais en 96. Et il rappelle les cas récents de Ford et de Carter évincés de la Maison-Blanche par l'électorat pour montrer que le but visé est raisonnable et réalisable.

Après New York, il ne convient plus de sous-estimer Bill Clinton. Nul doute qu'il est dans la course pour la présidence. « sûr que ça va être laid, mesquin, prédit Smith. La plus sale campagne jamais vue. »

L'organisateur de Clinton ne se fait pas d'illusion. Il sait que la série noire des scandales qui ont frappé Clinton sans répit depuis deux semaines n'est pas un dossier classé. Sa dérobade du Vietnam, l'aventure avec Gennifer Flowers, son expérience avec la marijuana, à Londres au temps de sa jeunesse, le golf Country Club de Little Rock « pour

Blancs seulement », tout ça va rebondir de plus belle. « Mais ça ne me dérange pas », laisse tomber Craig Smith en regardant Clint à New York crever le petit écran.

Mais la marche triomphante de Bill vers la Maison-Blanche ne fait pas que des heureux à Little Rock. « Bill Clinton, président des États-Unis ? Non ! Non ! Je ne peux pas. C'est au-dessus de mes forces. S'il est élu, je m'expatrie », dit Kenn York, un col bleu de 37 ans, rencontré à la White Water Tavern. « Je ne l'aime pas. Un point c'est tout. Je ne l'aime pas, répète-t-il, en détachant chaque syllabe. C'est un visage à deux faces. Les choses n'ont cessé de se dégrader ici depuis qu'il est là. Les pauvres n'ont pas un sou de plus dans leurs poches. Et la réforme de l'éducation, c'est la Cour suprême de l'État qui l'a ordonnée. »

Le souhait de Kenn à ce stade-ci, c'est que Bill Clinton gagne l'investiture démocrate pour qu'il démissionne de son poste de gouverneur de l'Arkansas et qu'ensuite il se fasse battre par Bush à la présidence.

Si Kenn York et son copain, Charles Wilson, un petit entrepreneur de 28 ans, sont d'avis que Bill « a couché avec tout le monde et sa soeur », ils ne croient pas un mot, par contre, de ce que raconte Gennifer Flowers, une ancienne chanteuse de cabaret qu'ils ont bien connue dans le temps. « Gennifer, c'était une groupie aux beaux jours de la cocaïne, disent-ils. Une chanteuse sans grand talent, toujours à court d'argent, que Bill a aidé à trouver du travail. Son aventure avec lui, c'est dans sa tête que ça s'est passé. »

Le succès de Bill Clinton avec les femmes est quasi légendaire à Little Rock. Besoin d'une preuve de plus ? Les deux seuls partisans de Clinton à la White Water étaient deux femmes : Tamara Ragus, 33 ans, hôtesse dans un restaurant et Kelley Kinderey, une Torontoise de 27 ans qui a épousé un Arkansan.

Originaire du Texas, Tamara s'intéresse à la politique et suggère à Bill Clinton de prendre Ann Richards, la gouverneure du Texas, comme colistière, dans la campagne présidentielle.

« C'est une extraordinaire femme d'État qui a vaincu de façon admirable un problème d'alcoolisme, dit-elle. Les deux formeraient une formidable paire. »

L'autre femme sur laquelle les spéculations vont bon train, c'est Hillary Clinton. Quel va être son rôle si Bill déménage à la Maison-Blanche ? « Ce qui conviendrait à Hilary, c'est ou le poste d'attorney général ou celui de secrétaire à l'Éducation, avance Craig Smith. Mais elle n'acceptera pas de poste dans le cabinet de Bill et il ne lui en offrira pas. Elle va être une sorte de conseiller non rémunéré pour lui et elle va continuer de travailler à la cause des enfants. C'est son dada. »

« Elle est plus forte, plus déterminée que lui, commentent un jeune couple qui promène son chien rue Markham. Les deux ensemble, ça pourrait faire une équipe du tonnerre. »

Avec Bill Clinton, on dirait qu'il en faut toujours deux pour en faire un. Mais ce n'est pas pour cela que Jerry Brown appelle Hilary et Bill les « Bonnie and Clyde » de la politique américaine. C'est qu'en tant qu'adversaire, il soupçonne les deux de faire de la politique à la tire.

CONTEMPORAINE



EXCLUSIF

L'ENSEMBLE
TRICOT
TEXTURÉ
129.95

tissage panier en relief, accent sur la matière, accent sur la texture pour un ensemble frais, pimpant en couleur d'azalée, de jonquille, en noir ou en blanc. petite veste plus près du corps, encolure coeur, boutons recouverts sur jupe droite, taille élastique. p.m.g.

la maison

SIMONS

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

6/49

29-34-35-39-40-43
(complémentaire)

30

EXTRA

111634

LA QUOTIDIENNE

tirage du 08-04-92

4-6-8

0-8-9-1



Les représentants québécois à la dictée de Pivot

Les candidats québécois sont partis hier à New York, pour la finale mondiale des Championnats d'orthographe. Radio-Québec doit diffuser la dictée à 18 h, samedi. Il s'agit, de gauche à droite, de Pierre Bernier, 29 ans, de Laval; Nicolas Boudreau, 16 ans, de Métabetchouan; Bernard Tanguay, 41 ans, de Saint-Jérôme; Pascale Lefrançois, 18 ans, de Montréal et de Stéphane Ethier, 23 ans, de Montréal.

Le scandale ébranle la Haute-Côte-Nord
La SQ enquête sur les agressions d'enfants

BAIE-COMEAU — La Sûreté du Québec enquête pour l'heure sur une série d'agressions sexuelles dont auraient été victimes des enfants à Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton, sur la Haute-Côte-Nord.

ment habités par 964 et 825 personnes qui dépendent à 80 % de l'assurance-chômage et de l'aide sociale en hiver.

LE SOLEIL

Jusqu'à présent, aucune accusation n'a été portée sur ces infractions qui, selon un communiqué laconique de la SQ, auraient été commises entre 1982 et 1988 sur des enfants âgés à l'époque de 5 à 11 ans. Ceci, dans les petites localités défavorisées de Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton, sises à mi-chemin entre Baie-Comeau et Tadoussac.

S'il doit y avoir des accusations, ce sera une fois terminée l'enquête de la police québécoise et après analyse du dossier, a indiqué en substances le procureur de la Couronne Raymond Langlois à Baie-Comeau, hier.

De diverses sources, cette enquête de la SQ dont a largement fait état le quotidien La Presse dans son édition d'hier constitue l'épilogue d'une affaire qui s'était conclue par la condamnation pour inceste d'un père de famille en 1989.

« Dans les milieux où il y a de la pauvreté et de petites misères, il se passe des choses pas très belles. Tout comme dans d'autres milieux bien mieux nantis », a souligné M. Lavoie.

« Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton ne sont pas des milieux dépravés. Ce n'est pas tout le monde qui se livre à la prostitution », a-t-il insisté. Le son de cloche du maire Jules Gagnon s'est situé au même diapason.

« C'est ridicule que le journaliste fasse une montagne avec ça. Il y a de l'énerverment quelque part », a dit le maire. « S'il y a quelque chose qui s'est passé, la justice s'en occupera », a-t-il tranché. Comme la SQ, la Direction de la protection de la jeunesse s'est refusée à préciser quoi que ce soit.

Le directeur François Richer a néanmoins indiqué que le cas tel que le décrit le journaliste Pierre Foglia est exceptionnel. Exceptionnel dans la mesure où il dépasse la famille elle-même pour atteindre la famille élargie et atteindre une dimension bien au-delà.

Il ressort des statistiques de la DPJ que la Côte-Nord est une région du Québec comme les autres avec 1427 signalements reçus en 1990-1991 dont 869 ont été retenus. De ces 869 signalements retenus, 126 concernaient des abus sexuels. Quinze concernaient Havre-Saint-Pierre, 23 Sept-Îles, 31 Baie-Comeau, 40 la région de Forestville en Haute-Côte-Nord, etc.

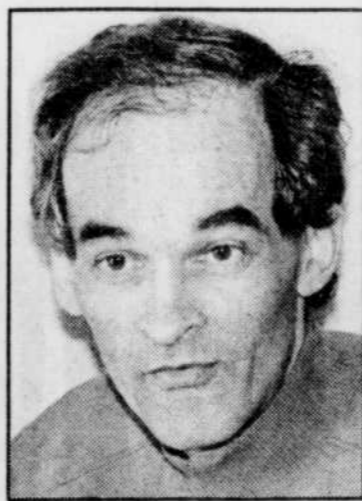
« Quand je suis arrivé en avril 1987, c'était déjà dans les mains de justice. Le responsable de la famille a été condamné et il est mort en prison. J'ai présidé moi-même à ses funérailles », a dit au SOLEIL le curé de Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton, Édouard Lavoie.

Dans l'esprit de M. Lavoie, cette affaire était réglée. « Mais il semble que ça recommence encore cette histoire de saletés », a-t-il constaté mi-cha griné, mi-dépit.

Ce sentiment était d'ailleurs perceptible dans les deux villages en après-midi, hier. Pour le curé Lavoie, il est clair que l'affaire est relative « à un petit monde, un petit noyau de personnes ».

« Ce n'est pas tout Saint-Paul-du-Nord qui est impliqué là-dedans », ajoutera-t-il.

Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton sont respectivement



Gilles Lemay (de Québec) : « Moi, je suis un partisan de « pas de sport pantoute » ! J'espère qu'on va avoir un meilleur choix de films à la télé. »



Mario Thibault (de Québec) : « Ça ne me manquera pas non plus, les séries. Je vais regarder autre chose à la télé, en espérant qu'on va présenter de bonnes émissions. De toute façon, à cette période-ci de l'année, on ne peut encore sortir trop trop dehors. »



Claude Picard (de Saint-Ré-dempteur) : « Je vais m'adonner à des activités de plein air, surtout de la bicyclette et faire des sorties au cinéma ou au restaurant. J'aurais aimé qu'on présente les séries pareil. »

Personne ne pleure la perte des éliminatoires de hockey

QUÉBEC — Si pour les mordus du hockey, l'annulation des séries éliminatoires de la Ligue nationale constitue un véritable drame, comme un été sans soleil, la plupart des gens vont, semble-t-il, fort bien s'accommoder de la situation. À défaut de se retrouver rîvés devant le petit écran comme le voulait le rituel printanier, les Québécois vont se tourner vers le plein air, le cinéma, le restaurant et, s'ils sont en manque de sport, vers le baseball ou le golf.

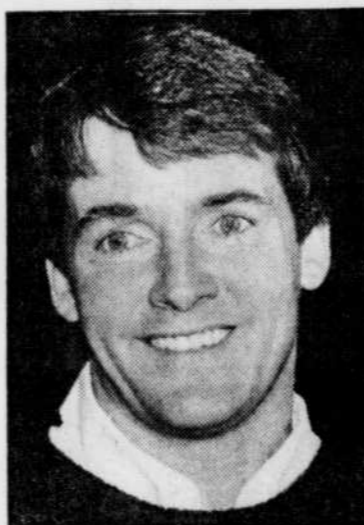
profiter pour prendre l'air et veiller sur le patio. J'ai bien hâte que le golf commence. »

LE SOLEIL

À la lumière des commentaires recueillis hier par LE SOLEIL auprès d'une dizaine d'amateurs attablés pour l'heure du lunch, personne ne pleure vraiment la perte des séries éliminatoires. La majorité trouvait plutôt à redire quant à la piètre qualité de jeu qu'offre depuis plusieurs années le hockey de la LNH, l'un des rares sports dont la trop longue saison régulière ne veut absolument rien dire.

L'absence de séries éliminatoires créera donc une sorte de « vide salutaire ». La plupart des gens interrogés espère que la télévision saura prendre intelligemment la relève en présentant du bon cinéma et qu'entretemps, les joueurs et les propriétaires des équipes de la LNH qui mènent la valse des millions (un « scandale » en période de récession) profiteront de l'occasion pour faire l'autopsie du hockey déjà bien mal en point.

Voici les commentaires des personnes interrogées :



Gilles Lemay (de Québec) : « Moi, je suis un partisan de « pas de sport pantoute » ! J'espère qu'on va avoir un meilleur choix de films à la télé. »



Paul-Yvon Thèberge (de Québec) : « Ça va me manquer un peu, mais quand à moi, je vais surtout me tourner vers le baseball. »



Jacques Lafontaine (de Neufachâtel) : « Moi aussi, je vais compenser par le baseball. Mais je vais sortir davantage, en



Suzanne Couillard (de Cap-Rouge) : « Je suivais les éliminatoires un peu à chaque année. Ça ne me fera pas de peine qu'il n'y ait pas cette année. De toute manière, j'aimais de moins en moins ça, car dans la LNH on a perdu le vrai jeu. Je vais en profiter pour sortir dehors. »

Michel Villeneuve (de Saint-Augustin) : « Je suis le hockey distraitement. Le produit est trop dilué. On dit que le hockey vient après les courses de tracteur dans les divertissements en Amérique du Nord. Y vont sûre-

Des chercheurs expliquent la bedaine de bière

BOSTON (AP) — La science a finalement trouvé pourquoi les grands buveurs développent habituellement ce qu'on appelle une « bedaine de bière ».

Pour ce faire, on a réuni huit hommes en bonne santé à l'Université de Zurich, en Suisse, et on les a soumis à un régime alimentaire différent en deux sessions.

Pendant la première, l'alcool composait 25 % des calories qu'ils absorbaient. Au cours de la seconde, l'alcool ajoutait 25 % aux calories de la journée.

Les résultats, publiés dans le New England Journal of Medicine, montrent que les hommes ont éliminé environ un tiers moins de graisse dans les deux cas, comparativement à un régime sans alcool.

En d'autres mots, explique le Dr Paolo Suter, qui a dirigé l'enquête, les gens qui boivent de l'alcool éliminent la graisse beaucoup plus lentement que les autres, de sorte que cette graisse se loge dans la panse, les cuisses et autres endroits du corps.

Si, en plus de l'alcool, on ajoute une mauvaise alimentation, il est évident que la graisse s'accumulera en plus grande quantité qu'avec un régime végétarien.

Ce n'est donc pas seulement les calories contenues dans l'alcool qui causent l'embonpoint, mais plutôt le ralentissement de l'élimination de la graisse causé par l'alcool.

L'étude suisse n'a pas pu expliquer pourquoi l'alcool ralentit ainsi l'élimination de la graisse. Il se peut que le corps préfère tout simplement éliminer l'alcool en premier lieu, avant la graisse, ou que l'alcool produit un effet inconnu sur le métabolisme du foie.

Viol: la réforme donnera une loi plus respectueuse des victimes

OTTAWA (PC) — Les modifications au Code criminel touchant les cas d'agression sexuelle permettront de détruire les vieux mythes voulant que les plaignantes qui avaient un passé sexuel n'étaient pas dignes de la protection de la loi.

En ouvrant le débat en deuxième lecture hier sur le projet de loi C-49 relatif à l'agression sexuelle, la ministre de la Justice Kim Campbell a reconnu que les lois n'avaient pas toujours bien servi les intérêts des victimes d'agression sexuelle.

Elle a souligné que d'anciennes règles de preuve « permettaient l'admission libérale et souvent injustifiée de preuves concernant le comportement sexuel du plaignant et permettaient souvent de mener des interrogatoires à l'aveuglette sur le passé sexuel du plaignant. »

Visées « insultantes et méprisantes »
Frulla-Hébert accueille sèchement le projet des Communes sur la culture

La ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla-Hébert, a réservé un accueil cinglant aux recommandations du Comité permanent des Communes qui suggère une complète reprise en main par Ottawa de la politique culturelle et des communications.

LE SOLEIL

« Ces recommandations sont carrément insultantes. Ce n'est pas sérieux, c'est méprisant ! », tranche la ministre qui note que parmi les 45 organismes consultés par le comité des Communes, un seul provient du Québec.

La ministre estime que le comité a fait fi « des demandes historiques du Québec ». Elle rappelle que le Québec a « fait ses devoirs » en tenant une commission parlementaire de deux mois (283 mémoires) sur l'avenir culturel du Québec.

La ministre s'explique mal qu'à ce moment-ci du débat constitutionnel, alors que le Québec cherche à obtenir pleine compétence sur son développement culturel, un rapport de la Chambre des Communes « qui parle de relever l'intégrité de la culture canadienne-française ».

Mme Frulla-Hébert est d'autant plus déçue que le Québec a déjà jugé insuffisantes les offres de septembre du gouvernement fédéral en matière de culture. Les recommandations du comité Beaudoin-Dobbie ont également été qualifiées de « carrément dominatrices », rappelle-t-elle.



C'est « la chose la plus absurde que j'ai entendue » jusqu'à maintenant, de commenter Mme Liza Frulla-Hébert.

Son collègue des communications, Lawrence Cannon, juge lui aussi le rapport du comité des Communes « pas très sérieux et tout à fait inapproprié » alors « qu'on sait très bien que le gouvernement fédéral s'apprête à faire des offres au Québec ».

LES VENDREDIS "WILD"
Depuis 1972
stéréquad
C'est l'expérience est à prix avantageux
750, côte Franklin, Québec 687-0909

BALADEURS
STÉREOS D'AUTO
MAGNÉTOPHONES
TELEVISEURS
CHAÎNES STÉREO
VIDÉOCASSETTES

SURVEILLER NOTRE ANNONCE
VENDREDI

LA POLITIQUE

Un « viol démocratique » du Québec

Lucien Bouchard dénonce le référendum d'Ottawa

OTTAWA — Selon Lucien Bouchard, Robert Bourassa doit vite démontrer qu'il entend résister en chef au « viol démocratique » du Québec que constituerait un référendum canadien, sinon accepter de passer à l'Histoire comme l'homme de la soumission totale à Ottawa.

LE SOLEIL

« M. Bourassa joue avec le destin du Québec depuis quelque temps avec un amusement inconvenant, avec une légèreté qui frise l'irresponsabilité. M. Bourassa va devoir très vite choisir sa place dans l'Histoire. Est-ce qu'il tiendra une place à côté d'Adélard Godbout, l'homme de la soumission totale à Ottawa, ou s'il tiendra la place d'un véritable leader du Québec ? » a demandé, hier, le chef du Bloc québécois.

Ayant maintes fois invité le premier ministre libéral à se brancher, Lucien Bouchard est devenu beaucoup plus agressif, hier, à l'occasion d'une rencontre de presse destinée à dénoncer le projet fédéral de tenir un référendum national avant celui prévu en octobre au Québec.

« M. Bourassa devra décider si l'Histoire retiendra de lui que,

pendant deux ans, il s'est amusé à tromper le Québec avec des mesures dilatoires, pour finalement permettre au fédéral d'envahir une prérogative essentielle de l'État du Québec », a-t-il sèchement lancé.

Aux yeux du chef souverainiste, la consultation canadienne mijotée par le fédéral n'est effectivement qu'une tentative de court-circuiter le référendum québécois et une bouée de sauvetage pour un gouvernement conservateur désespéré et en chute libre.

Question biaisée

Aussi l'ex-ministre de l'Environnement a-t-il annoncé, hier, qu'un référendum canadien n'aurait aucune influence sur le Bloc québécois, un vote largement favorable au fédéralisme au Québec n'empêchant nullement son équipe d'être sur les rangs dans les 75 circonscriptions québécoises lors des prochaines élections fédérales.



Lucien BOUCHARD

« Parce que, si on tient tant à rédiger la question à Ottawa, c'est tout simplement parce qu'on veut la biaiser, la piper, et se donner des règles de fonctionnement qui vont faire l'affaire des fédéralistes à Ottawa », a martelé le chef du Bloc québécois, entouré de toute son équipe.

Assez paradoxalement cepen-

dant, bien qu'il vilipende l'intention fédérale de sonder le cœur des Canadiens dans le dossier constitutionnel à la faveur d'une manœuvre jugée illégitime, le député de Lac-Saint-Jean jure qu'il participera activement à cette bataille truquée, prévoyant que les neuf députés du Bloc seront d'ailleurs les seuls membres du clan du « non » dans la capitale fédérale.

« On va vouloir dépenser de l'argent comme on l'entend à Ottawa, et même emprunter à même les fonds publics pour cette opération de lavage de cerveau et de grande propagande. Sans compter l'argent des grosses compagnies qui va s'ajouter. Mais que M. Mulroney ne s'imagine pas qu'il va réussir à se débarrasser du Bloc par ce stratagème. Je leur promets le combat de leur vie », lançait-il à l'endroit des troupes conservatrices, selon lui irrémédiablement commises à ce jeu dans une alliance sacrée avec celles de Jean Chrétien.

M. Bouchard soutient que le Bloc québécois peut maintenant s'appuyer sur des organisations dans 60 des 75 comtés du Québec.

Les coffres ne sont pas garnis, admet-il, mais il y en a suffisamment pour cette bataille et pour maintenir la permanence à Montréal.

Parizeau blanchi

Par ailleurs, alors que la conduite de Robert Bourassa suscite l'exaspération de Lucien Bouchard, celle de Jacques Parizeau, pourtant critiquée par des péquistes par les temps qui courent, trouve facilement grâce dans l'évaluation du chef du Bloc québécois.

Lucien Bouchard, que certains voudraient justement voir dans les soutiers de chef de l'Opposition à l'Assemblée nationale, salue l'en-

gagement indéfectible de M. Parizeau en faveur de la souveraineté.

Sa déclaration sur le report souhaitable du référendum québécois d'une année ou deux afin de jouir d'un climat économique plus favorable, a été clarifiée, indique simplement M. Bouchard.

Pour ce qui est d'une démission de M. Parizeau en cas d'un échec de l'option souverainiste dans un référendum québécois, M. Bouchard écarte toute spéculation, se disant assuré qu'un référendum québécois avec une question souhaitable, du genre « Voulez-vous que le Québec devienne un pays souverain ? », recevrait un oui majoritaire.

Constitution

Daniel Johnson presse les Canadiens d'agir

Le président du Conseil du Trésor, Daniel Johnson, a pressé hier les « Canadiens à l'extérieur du Québec » de définir un cadre fédéral dans lequel le Québec puisse se retrouver. Il leur appartient de suggérer « des pistes de solution et de définir le pacte que nous aurons à signer ».

LE SOLEIL

Dans l'une de ses rares interventions sur la question constitutionnelle, M. Johnson a soutenu que le Québec a déjà « trop longtemps plaidé » sa vision du fédéralisme canadien. « C'est maintenant au tour des autres Canadiens de se convaincre eux-mêmes de l'utilité qu'il y a pour eux de maintenir un régime fédéral qui fait une place particulière aux provinces et notamment au Québec ».

Résolument fédéraliste et « confiant » que le débat constitutionnel connaîtra une fin heureuse, le ministre soutient que la situation financière du fédéral est « désastreuse ». « Nous n'avons plus les moyens, comme contribuables, de mandater deux gouvernements pour répondre aux mêmes besoins. »

Le ministre estime qu'il faut « prendre conscience que certains programmes seraient mieux administrés et probablement de façon moins coûteuse s'ils étaient rapatriés vers les provinces ». Au fil des ans, déplore M. Johnson, le fédéral s'est « enferré financièrement » dans tellement de secteurs qu'aujourd'hui, la moitié de dépenses fédérales vont dans des secteurs qui pourraient revenir aux provinces.

Documents secrets

Le ministre Gil Rémillard a par ailleurs refusé, hier, de déposer les comptes rendus des conférences constitutionnelles et les documents déposés aux tables de groupes de travail mis sur pied par Ottawa pour préparer des offres constitutionnelles.

Le ministre avait admis hier recevoir ces documents du Secrétaire des conférences nationales. Il soutenait aujourd'hui qu'il s'agit plutôt de « procès verbaux » et non de documents de négociation.

Mis au défi par le député de Lac-Saint-Jean, Jacques Brassard, de les déposer à l'Assemblée nationale, « puisqu'ils sont sans importance », le ministre a refusé de le faire en niant à nouveau que le gouvernement Bourassa se prête à des négociations en-dessous de la table dans le dossier constitutionnel.



2300 \$ de réduction
SONATA

La voiture de grandeur moyenne qui a la qualité d'une importée :
moteur de 2 litres, DACT, 16 soupapes;
pneus radiaux Michelin 4 saisons; lecteur de cassette et radio AM/FM à syntonisation électronique,
4 haut-parleurs; direction et freins servo-assistés;
garantie des éléments principaux de 5 ans/100 000 km... et j'en passe!

**DURÉE
LA COURSE AUX
ACHATS INTELLIGENTS
LIMITÉE**

HYUNDAI
Un achat intelligent!

GARANTIE
5 ANS
100 000 KM
GARANTIE PERMANENTE
Régime de garantie des éléments principaux

*Offre d'une durée limitée. Sonata GL 1992, à partir de 10 995 \$. Immatriculation, transport, frais de préparation et taxes en sus. Ce prix est le P.D.S.F. moins la réduction promotionnelle. Les concessionnaires participants peuvent vendre moins cher.

Ste-Foy Hyundai
2650, Dalton
Ste-Foy 654-9292

Automobiles Lévis Ltée
144, rue Kennedy
Lévis 833-7140

M. Lessard Ltée
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
1-800-463-3818

Hyundai Laurier Station
164, boul. Laurier
Laurier Station
728-4044

Hyundai St-Georges
105 55, 1ère Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Cité Hyundai
150, boul. Taché ouest
Montmagny 248-7877

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup
862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père
724-2231

Garage C. L. Auto Inc.
163, boul. LaSalle
Baie Comeau
296-8824

Portier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure ouest
Bonaventure 534-2191

Automobiles des Îles
1199 Chemin Laverrière
Cap-aux-Meules, Québec
986-5566

Garage Jean-Roch Thibeault
909 MGR de Laval
Baie St-Paul
435-2379

Centre Hyundai
1615 boul. Henri Bourassa
Québec 522-3738

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

Si vous êtes membre du Club,
entrez le code suivant:
15372340
Sinon, composez sans frais le
1-800-563-8688
Plus de
3 000 points
offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**
CLUB Multi points

RÉSULTATS
Loto-Québec
Banco Tirage du 92-04-08

1	4	8	9	15
19	33	35	36	41
42	46	48	49	52
53	61	62	67	70

Prochain tirage: 92-04-09
T.V.A. le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Accusée de faux et de fraude

La SAAQ intervient contre la Maison André Viger de Montréal

QUÉBEC — La Société d'assurance automobile du Québec ne veut plus courir aucun risque financier avec la Maison André Viger de Montréal tant que le tribunal ne se sera pas prononcé sur les accusations de fraude et d'usage de faux qui pèsent sur elle. Depuis le 1er avril, les clients de ce commerce doivent présenter leurs réclamations pour remboursement directement à la régie.

LE SOLEIL

Une ligne de conduite que la SAAQ a communiqué tant à la présidente de cette entreprise, Mme Louise Scalabrini, épouse du marathonnier André Viger qui est non visé par les poursuites, qu'aux clients actuels et potentiels de ce commerce. L'autre intimé dans ces accusations portées en février dernier à la suite d'une longue enquête de l'escouade des crimes économiques de la SQ est M. Michel Vaugeois, directeur général du même commerce.

Dans une lettre adressée le 11 mars à Mme Scalabrini par le secrétaire des services juridiques de la SAAQ, Me Claude Gélinas, ce dernier l'informe que toute facture qui sera adressée par la Maison André Viger de Montréal à l'organisme-payeur sera retournée directement aux clients afin qu'ils les acquittent eux-mêmes, quitte à ce que ceux-ci présentent une demande de remboursement par la suite.

« Nous tenons à préciser que ces mesures ne visent uniquement à assumer un contrôle étanche de

la Société dans un souci de saine gestion des fonds publics et qu'elles demeureront en vigueur jusqu'à nouvelle ordre », a aussi tenu à signaler Me Gélinas.

En sommes, a indiqué au SOLEIL un porte-parole de la SAAQ, M. Pierre Théberge, ce « contrôle et ce suivi systématiques » ont pour but premier de bien s'assurer que les produits et services facturés par cette entreprise qui se spécialise dans la vente et la location d'appareils orthopédiques et d'articles pour les stomisés ne souffrent pas de surfacturation.

Une lettre du vice-président aux services aux accidentés, M. Ronald Clark, a aussi été adressée aux 140 clients qui transigent à l'heure actuelle avec la Maison André Viger de Montréal et aux 1600 autres accidentés de la province qui ont présenté une réclamation depuis le premier avril sans avoir nécessairement transigé avec ce commerce sous contrôle.

En 1991, la SAAQ a remboursé directement la somme de 441 000 \$ à ce commerce montréalais.

La SAAQ resserre ainsi ses

contrôles en vertu d'un article de la Loi sur l'assurance-automobile qui lui laisse la discrétion de rembourser directement un fournisseur ou un client. La première option a toujours été privilégiée et s'applique encore pour tous les autres fournisseurs de produits et services similaires afin, a expliqué M. Théberge, de ne pas compliquer la vie aux accidentés faisant affaire avec des commerces dont le dossier est sans reproche.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la Maison André Viger de Montréal rappelle dans un communiqué à sa clientèle que son mandat de « mieux vous servir » est toujours en vigueur. Elle leur offre, jusqu'au premier mai, un escompte de 10 à 25 % sur l'achat d'un fauteuil roulant.

Ce communiqué, signé uniquement par « La Direction », tient aussi à clarifier « les informations véhiculées par les médias ». C'est-à-dire qu'il ne s'agit que de certaines ambiguïtés face à la politique d'octroi d'un organisme payeur.

La Maison André Viger de Hull et celle de Québec, qui porte désormais le nom de Centre Orthopédique, ont aussi prêté leurs noms à cette promotion-claification.

Les accusations de faux et de fraude portées devant la cour du Québec (district de Montréal) représentent un montant global de plus de 12 300 \$.



Mulroney et Mitterrand unis contre les USA

Le premier ministre Brian Mulroney et le président français François Mitterrand, ci-dessus, partagent la même impatience face au protectionnisme des Américains. C'est ce qu'a indiqué hier M. Mulroney à la suite d'une rencontre de 45 minutes avec M. Mitterrand. « Dans le dossier commercial, la France trouve, avec raison d'ailleurs, que les États-Unis favorisent le libre-échange pour tout sauf les importations et ce n'est pas de nature à favoriser les relations bilatérales. Je pense que le président Mitterrand commence à trouver le temps long et moi aussi ailleurs », a déclaré M. Mulroney à sa sortie du Palais de l'Élysée. M. Mulroney, amorçait hier un voyage de trois jours en France.

Bourassa et Chevrette se traitent de « menteurs »

À travers un échange perturbé par les questions de procédure et en s'exprimant à mots couverts pour se conformer au règlement de la Chambre, le premier ministre Robert Bourassa et le leader parlementaire péquiste Guy Chevrette se sont mutuellement traités de menteurs, hier à l'Assemblée nationale.

C'est M. Chevrette qui est d'abord revenu à la charge à l'ouverture de la période des questions en reprochant au premier ministre de n'avoir pas dit la vérité sur les liens qu'entretenaient dans les années 1970 la Gendarmerie royale du Canada et le Centre d'analyse et de documentation, mis sur pied par M. Bourassa.

employé à minimiser l'importance du CAD en rappelant qu'en 1977, lors de la destruction des 30 000 dossiers que le centre avait monté sur autant de citoyens, le premier ministre René Lévesque avait déclaré que la déchéqueseuse pulvérisait « des mémérages ».

Quant à M. Chevrette, au lieu d'exaucer M. Bourassa qui lui demandait de s'excuser, il a soutenu qu'en 1974 le gouvernement libéral « avait accès directement à l'information sécuritaire ».

Côté trouverait malvenu qu'Ottawa tienne un référendum au même moment que le Québec

Contrairement à son chef, M. Bourassa, qui refuse d'exclure des référendum simultanés, le ministre Marc-Yvan Côté prévient déjà qu'il trouverait malvenu qu'Ottawa tienne le calendrier du Québec et tienne lui aussi un référendum à l'automne.

LE SOLEIL

Interrogé en marge de l'ouverture des bureaux québécois de la firme de sondage Léger et Léger, à laquelle ont participé un grand nombre de ministres et de députés de l'opposition, M. Côté a déclaré que ce serait « dangereux du côté fédéral, de s'en venir jouer dans un horizon public qui est celui du Québec, qui est déterminé depuis déjà un certain temps ».

d'organiser son référendum.

« M. Mulroney n'a pas annoncé qu'il déposerait un projet de loi pour un référendum. Il a simplement dit que s'il y avait échec et si ça pouvait dénouer l'impasse, il était prêt à considérer ça. Mais rendez-vous compte que ce n'est pas une décision qui va pouvoir se prendre facilement. Parce que, s'il y avait échec du référendum, si le Québec ne votait pas dans le même sens que le Canada anglais, l'impasse est loin d'être dé-

nouée », note M. Bourassa.

Et si Ottawa en appelle au peuple, ajoute le premier ministre, « on verra la question ». Sans exclure que cette question éventuelle puisse être compatible avec ces exigences, M. Bourassa insiste que l'important, c'est de pouvoir « appliquer la loi 150 et évidem-

ment aussi que le Québec garde son droit de décider de son avenir ».

Très prudent, le ministre Gil Rémillard dit quant à lui qu'un « référendum au niveau fédéral ne viendra pas annuler la loi 150 » et il se refuse à discuter de toute hypothèse.



Le ministre Marc-Yvan Côté en compagnie du ministre Gil Rémillard, à l'arrière-plan.

Responsable de l'application de la loi sur les consultations populaires au sein du gouvernement Bourassa et membre du comité référendaire du Parti libéral, M. Côté juge très mince la marge de manoeuvre fédérale et ajoute qu'il trouverait « malvenu qu'un référendum fédéral vienne à l'automne par rapport à celui du Québec qui est déjà annoncé ».

À l'opposé, M. Bourassa qualifie de « haute spéculation » la possibilité que les échéanciers référendaires d'Ottawa et Québec se superposent, ou même que le fédéral délègue à Québec la tâche

Graduation
Style jeunesse

COMPLET SPENCER
pour homme et jeune homme

Tout un prix
À partir de
115⁹⁵

"Modèle" veston court à la taille, double et simple boutonnière, pantalon avec plis avant
"Tissus" mélange de polyester et coton
"Couleurs variées"
"Grandeurs" 36 à 46

Ça, c'est vous offrir plus!

G.H. ÉCHÈNE & FILS INC.

- 4080, BOUL. SAINTE ANNE MONTMORENCY, PRES. DES CHUTES
- GALERIES DE LA CAPITALE PRES DE LA BAIE, 2^e ÉTAGE
- PLACE FLEUR DE LYS PRES DE LAURA SECORD
- CENTRE D'ACHATS CANADIENNE QUÉBEC
- PLACE LAURIER MAIL SUD-OUEST, 2^e NIVEAU PRES DE LA BAIE
- PROMENADE DRUMMONDVILLE À L'ENTRÉE DE SEARS

FOIRE INTERNATIONALE DU VÊTEMENT SPORT

DU 8 AU 20 AVRIL

Nous fêtons le 3^e anniversaire des grandes ventes au Vieux-Port!

T-SHIRT 9⁹⁹\$

Veste de cuir (agneau de 1^{re} qualité) 189⁹⁹\$ à 299⁹⁹\$

JEANS 9⁹⁹\$ à 34⁹⁹\$

Ensembles d'été pour dames 34⁹⁵\$

Chemises fleuries 14⁹⁹\$ ou 2 pour 24,99\$

Sacs de sport à partir de 8⁹⁹\$

CENTRE MODE INTERNATIONALE
84, rue Dalhousie Hangar du Vieux-Port

• Visa et Mastercard acceptés
• Stationnement gratuit à côté de l'Agora

DIMANCHE J'Y SERAI!

une question de

RESPECT

GRANDE MANIFESTATION

DÉPART : 13H00

Montréal : Parc Lafontaine
au coin de Calixa-Lavallée et Sherbrooke

Québec : Musée de Québec
Plaines d'Abraham, Grande Allée

Les travailleurs et travailleuses des secteurs public et parapublic

LAISSEZ-VOUS GÂTER PAR NOTRE SENS DE

L'ÉCONOMIE



UN CHARME PARTICULIER

Quand vient le temps de réaménager le séjour, il convient de dénicher un mobilier de salon qui égaye et anime la pièce, tout en reflétant notre personnalité. Présentement à rabais, ce mobilier aux courbes et lignes au goût d'aujourd'hui, exhale un raffinement certain avec un tissu (disponible en 2 couleurs différentes) dont les teintes agréables apportent une note de fraîcheur au mobilier. Offert en version sofa, causeuse et fauteuil, il comblera les attentes de toute la famille en matière de confort et de durabilité.

296.

SOFA 396. FAUTEUIL 236.

Courant: 369⁹⁵ CAUSEUSE

Courant: 469⁹⁵

Courant: 279⁹⁵



LE SECRET D'UN DÉCOR UNIQUE

Reflétant agréablement un confortable milieu de vie, ce mobilier introduit, par sa combinaison de résistants tissus coloré et aspect cuir, une note de modernisme dans le séjour. Cette pièce, vouée à la détente, s'avive sous la tutelle des joyeux contrastes du tissu et de l'indéniable confort du mobilier offert en 3 versions: sofa, causeuse et fauteuil. Alors, pour un brin de causerie, ou pour un moment de détente bien mérité, mettez-vous à l'aise et relaxez... à bas prix.

396.

SOFA 496. FAUTEUIL 286.

Courant: 419⁹⁵ CAUSEUSE

Courant: 529⁹⁵

Courant: 309⁹⁵



SERVICE APRÈS-VENTE 683-3471 ET 1-800-463-7215

HEURES D'OUVERTURE: lundi, mardi et mercredi, de 9 h à 17 h 30; jeudi et vendredi, de 9 h à 21 h; samedi, de 9 h à 17 h



UN PETIT COIN BIEN AMÉNAGÉ

Il n'est pas nécessaire de disposer d'une grande pièce pour réaliser une salle à manger agréable et invitante. Au contraire, un petit coin, bien aménagé, avec un joli mobilier bénéficiant d'une architecture plutôt moderne, nous prédispose à bien manger. Idéal pour donner de la légèreté à une pièce, ce mobilier comprenant une solide table et 4 confortables chaises stylisées, dévoile ses moindres charmes pour créer un décor unique, mais élégant. Le buffet, qui reflète le design du mobilier, est vendu séparément à 499,95 \$.

896.

Courant: 989⁹⁵

DécoMeuble
Leon
depuis 1909

réglez le solde en

OCTOBRE '92

* CONDITIONS GÉNÉRALES: Applicable sur tous les achats de meubles, à l'exception de ceux actuellement en liquidation. Sous réserve de l'approbation du Service du crédit. Achat minimal requis de 300 \$. Aucun dépôt à effectuer, à l'exception des taxes de vente. Réglez le solde en octobre 92. Ou, sur les achats au comptant, bénéficiez d'un rabais additionnel de 3%.

VANIER
100, rue Chabot
à proximité des Halles Fleur de Lys
683-9600

SAINTE-FOY
2635, boul. Hochelaga
Place de la Cité
657-6902

CHARLESBOURG
8500, boul. Henri-Bourassa
Carrefour Charlesbourg
627-3073

BEAUPORT
4175, boul. Sainte-Anne
voisin Quincaillerie Nap. Boily
667-7851

LÉVIS-LAUZON
300, côte du Passage
Galeries Chagnon
835-0606

En visite à Québec, Roberta Bondar prêche en faveur d'un Canada uni

QUÉBEC — Plus que des messages et des déclarations, ce sont des émotions que l'astronaute canadienne Roberta Lynn Bondar a voulu partager hier, à Québec, où elle était de passage dans le cadre d'une tournée canadienne. Émotions tirées de son odyssée de huit jours dans l'espace, en janvier, à bord de la navette Discovery et de son laboratoire scientifique. Émotions à partir d'images prises à 296 kilomètres d'altitude!

LE SOLEIL

Ainsi, il y avait l'image du cratère Manicouagan, ce lac gelé à la tête du réseau des barrages de la Manic. On aurait cru une sorte d'image prise sur les hauteurs de Charlevoix avec l'Île-aux-Coudres au large. Sauf que cette tache perdue dans le brouillard atmosphérique, au sud-est du cratère, était, en réalité, la Gaspésie tout entière.

Aussi d'autres photos de voyage : le Tibet, le lac de Genève, New York, le Grand Nord canadien, des océans turquoise, la Baie James glacée « un peu comme une peinture en blanc et noir », a-t-elle dit.

« J'ai deux messages : le Canada, c'est très grand, important, très spécial. J'ai eu la chance de le voir en hiver. C'est un pays plein de ressources qu'il faut utiliser pour le construire et qu'il reste uni. Ce sont les ressources humaines qui sont les plus importantes ».

La neurologue-astronaute ajoute : « Le Canada est une partie d'une grande planète mais qui est bien petite, et seule, quand on la regarde au loin avec le vide sidéral derrière. Il faut la protéger pour qu'elle nous aide ».

Un Philip à Québec

Pour cette tournée, Mme Bondar a, à ses côtés, le « prince Philip » qui se tient droit, les mains dans le dos. Il s'agit de Ken Money, le spécialiste de charge utile, qui n'ira jamais dans l'espace.

M. Money a appris à piloter toutes sortes d'avions, à faire des sauts dans le vide, à parler français, bref comme chercheur en physiologie bardé de diplômes, il a fait le long et parfois pénible entraînement des astronautes. Ken Money se dit « déçu » d'avoir passé si proche de faire le voyage dans l'espace. À côté de la reine du jour, il faut un numéro deux, un prince Philip. Il a supporté au sol l'astronaute Bondar avec qui il se tenait en constante liaison.

En matinée, dans le Vieux-Port de Québec, Mme Bondar, qui paraissait légèrement fatiguée, a donné une conférence de presse pour parler de quelques-unes des 45 expériences qu'elle a menées dans le laboratoire spatial. Elle a dit que les plantes poussent deux fois plus vite dans l'espace que les plantes témoins au sol. Pour la croissance des embryons de grenouilles, du moins dans les premières heures, il semble que les cellules dans la micro-gravité (absence presque totale d'apesenteur) ne reçoivent pas la même information pour leur orientation que sur la Terre.

Mme Bondar a laissé les journalistes sur leur faim, faute de temps, et parce que les résultats seront dévoilés, en juin, en Italie, lors d'une réunion d'astronautes.

Accueil chaleureux

Elle a reçu un accueil chaleureux à l'université Laval où elle a projeté et commenté un film qui montre la vie à bord du laboratoire spatial. Parmi les surprises du voyage, il y a eu le désastre des mouches espagnoles qui sont mortes au cours du voyage, des calembours disgracieux envers les femmes, le retour à la gravité, difficile à supporter, et dont les astronautes ne parlent que rarement, la joie de réaliser qu'on voit mieux dans l'apesenteur (« je n'avais pas besoin de mes lunettes »), le plaisir de manger, de voir ses biscuits voler par le commandant, etc.

Chez le lieutenant-gouverneur Asselin, elle a remis un drapeau canadien qui a voyagé avec elle ; un autre a été remis à M. Bourassa et à la ville de Québec ; le drapeau de l'université Laval qu'elle avait dans ses bagages a été remis au recteur Gervais. Le président Larkin Kerwin, qui prend sa retraite, a reçu les armoiries de l'Agence spatiale canadienne qui ont aussi voyagé à bord de Discovery.



Les astronautes Roberta Bondar et Ken Money ont été reçus, hier, par le premier ministre Bourassa.

Robe imprimée Arlequin en exclusivité

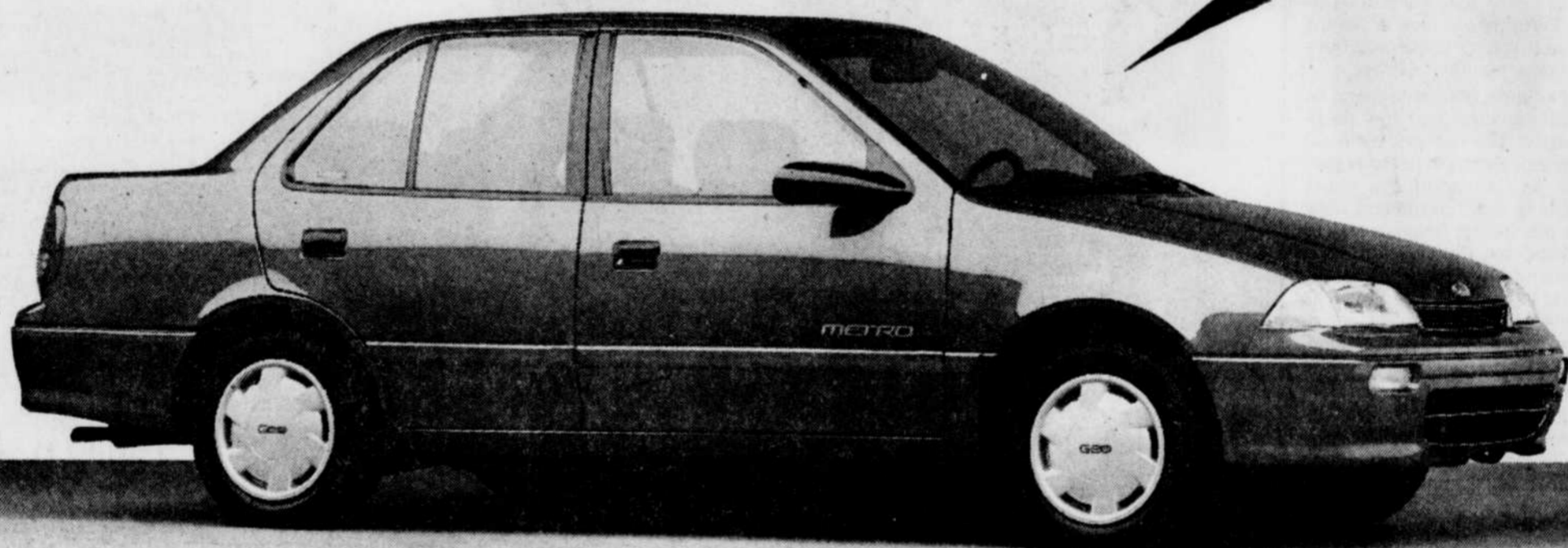
CHACOK

Salon Jade

PLACE LAURIER (mail nord)



Quatre-portes-bonheur!



À PARTIR DE **9 495 \$*** MOINS **500 \$**** DE REMISE

Quand on est superstitieux, on s'occupe de ses porte-bonheur. Et quand on est économe, on se soucie de son portefeuille. C'est pourquoi on aime la berline 4 portes Metro: avec elle, on obtient « plus de voiture » pour son argent! Sa consommation de 5,4 litres aux 100 kilomètres (52 milles au gallon) sur l'autoroute et de 7,2 litres aux 100 kilomètres (39 milles au gallon) en ville*** fait de la berline 4 portes Metro une tirelire sur quatre roues!

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE

- Moteur 4 cylindres de 1,3 litre, à injection électronique de carburant
- Deux rétroviseurs extérieurs, gauche télé réglable
- Phares bilampes à halogènes
- Moulures latérales de carrosserie noires
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Pneus radiaux P165/65R-13 ceinturés d'acier, flancs noirs, toutes saisons
- Avertisseurs d'oubli de clé de contact et d'extinction des phares
- Sièges-baquets avant à dossier bas inclinable avec appuis-tête individuels
- Siège arrière divisé pliant
- Enjoliveurs sport de 13 po
- Glaces teintées
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Verrouillage de sécurité portes arrière, à l'épreuve des enfants
- Tapis intégral de plancher et d'espace à bagages
- Compteur journalier
- Dégivreur électrique de lunette arrière
- Protège-tissu Scotchgard™
- Freins assistés à disque avant/tambour arrière
- Suspension avant et arrière à roues indépendantes

GARANTIE GM TOTAL^{MC} DE 3 ANS/60 000 KILOMÈTRES, SANS FRANCHISE

*Prix de détail suggéré par le fabricant pour le modèle de base. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Taxes et transport en sus. **Remise de 500 \$ offerte par General Motors du Canada, applicable sur les nouveaux modèles Metro 1992. Cette offre ne dure qu'un temps limité. Consultez votre concessionnaire GM participant pour plus de détails. ***Consommation calculée selon des méthodes approuvées par Transport Canada, avec un moteur 1,3 litre et une boîte manuelle à 5 vitesses.

METRO
GEO

JE VEUX MA LIBERTÉ!

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

CHEVROLET · GEO · Oldsmobile

Selon une étude du Conseil supérieur de l'éducation

Un élève sur deux au secondaire occupe un emploi

Un élève sur deux occupe un emploi pendant ses études secondaires. Les garçons y consacrent plus d'heures que les filles, jusqu'à l'équivalent de deux jours de travail par semaine. Leur rémunération sert principalement à l'achat de biens de toutes sortes, notamment plus de vêtements ou des vêtements plus coûteux. Cependant, il faut chercher ailleurs que dans le seul travail rémunéré des jeunes les causes réelles du décrochage scolaire.

LE SOLEIL

Une étude rendue publique, hier, par le Conseil supérieur de l'éducation, vient confirmer ce qui était observable depuis quelques années : le travail rémunéré des jeunes du secondaire est devenu un phénomène massif.

Cette étude avait été demandée au conseil par le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, l'été dernier, en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour favoriser la réussite et combattre le décrochage scolaire au secondaire. Ce plan d'action du ministre devrait

être publié d'ici quelques semaines.

Le Conseil de l'éducation est très prudent dans son avis au ministre. Il ne condamne pas cette pratique du travail à temps partiel et se retient de porter des « jugements mécaniques ».

Cependant, le conseil constate que, dans le contexte scolaire actuel où les taux de décrochage sont élevés, les inconvénients du travail rémunéré des jeunes peuvent paraître importants et nombreux : inconvénient de mener de front études et emploi qui peut amener le jeune à moins s'investir

dans sa démarche scolaire ; inconvénient de réduire tout travail à sa valeur monétaire ; inconvénient pour l'élève de restreindre ses attentes professionnelles et de limiter son avenir ; et inconvénient pour l'école d'être poussée à baisser le niveau des exigences scolaires.

Le conseil constate aussi plusieurs avantages apportés par le travail rémunéré, dont ceux de favoriser l'insertion des jeunes dans le monde adulte, de valoriser et d'accroître l'autonomie et le sens des responsabilités, même s'il émet plusieurs restrictions à ces avantages.

Travail et études

Lorsqu'on parle de travail rémunéré des jeunes, on parle évidemment d'emplois à temps partiel, dans les secteurs de la vente et des services, et principalement dans les domaines de la restaura-

tion et de l'alimentation.

Le conseil constate que le travail rémunéré à temps partiel représente, en définitive, un phénomène dont l'ampleur s'est accentuée au cours des dernières années, particulièrement chez les jeunes du deuxième cycle du secondaire. Si le taux est de 50 % pour les 3e, 4e et 5e années du secondaire, il est quand même à 45 % chez les élèves du 1er cycle.

Par contre, selon le conseil supérieur, le travail rémunéré n'est pas automatiquement une cause de difficultés scolaires parce qu'il enlèverait du temps pour les études. En effet, ceux et celles qui ne travaillent pas consacrent à peine un peu plus de temps à leurs études.

En définitive, le conseil avise le ministre de chercher ailleurs que dans le seul travail rémunéré des jeunes les causes réelles du décrochage scolaire. Cependant, pense

le conseil, le travail rémunéré des jeunes ne peut se faire n'importe comment et à n'importe quelles conditions. Il y a des abus — le travail de nuit, par exemple — qu'il faut à tout prix dénoncer. De

plus, selon des études, la limite de 15 heures de travail par semaine apparaît comme un extrême. Au-delà de ce seuil, il devient difficile de concilier travail rémunéré et réussite éducative.

Au collégial

Il est trop facile d'abandonner un cours

La pratique des élèves de l'enseignement collégial d'abandonner un cours pour éviter un échec ne sera plus possible, s'il n'en tient qu'au Conseil des collèges.

Cet organisme consultatif vient en effet de recommander à la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard, de modifier le régime pédagogique du collégial en ce sens.

Actuellement, chaque collègue a la responsabilité de prévoir dans le calendrier scolaire la date limite au-delà de laquelle un élève ne peut abandonner un cours sans qu'un échec ne soit porté à son bulletin. Certains collèges donnent peu de latitude aux élèves, d'autres en donnent beaucoup, en fixant, par exemple, la date d'abandon à la dixième semaine d'un semestre qui en compte quinze.

Ces différences deviennent sources d'iniquité pour les élèves puisque, selon le Conseil des collèges, certains ont plus de temps que d'autres pour abandonner des cours sans mention d'échec.

Par ailleurs, la date de calcul de l'effectif scolaire pour fins de financement des collèges est le 20 septembre. Ceux qui fixent la date limite de l'abandon des cours après cette date, continuent donc d'être pleinement financés malgré les abandons. De plus, un élève qui abandonne plusieurs cours après le 20 septembre profite de la gratuité scolaire qui n'est accordée qu'aux élèves à temps plein, même s'il complète son semestre à temps partiel.

C'est pourquoi le conseil recommande à la ministre de considérer la date de calcul de l'effectif scolaire, soit le 20 septembre, comme date ultime pour l'élève de se désinscrire d'un cours sans mention d'échec sur son bulletin et ainsi, d'éliminer du vocabulaire collégial la notion d'abandon de cours.

Centre d'accueil : 6e victime

MONTREAL (PC) — L'incendie survenu mardi au centre d'accueil pour personnes âgées Father Dowd, à Montréal, a fait une sixième victime. Une femme de 95 ans, Mme Kathleen Dart Fleming, a succombé à ses blessures mardi soir, a révélé hier une porte-parole de l'établissement, Lise Dubuc. Les cinq autres victimes ont été identifiées comme étant Agnes Dineen, 78 ans, Marianina Frattaroli, 87 ans, Dorothy Vermooy, 76 ans, Maria Uhl, 92 ans, et Florence Bull, 76 ans. Selon les enquêteurs du service des incendies de Montréal, le feu aurait été causé par un cordon électrique défectueux dans une chambre du 5e et dernier étage de l'immeuble.

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:
62359722
Sinon, composez sans frais, le
1-800-563-8688
Plus de
3000 points
offerts cette semaine dans **LES SOLI**
CLUB Multi points

ne payez qu'à l'automne  **recevez un cadeau***



SONY

Mini-chaîne SONY LBT-D-115, lecteur laser, cassetophone double, récepteur digital AM/FM stéréo, correcteur graphique, enceintes acoustiques 3 voies, télécommande.

La qualité Sony à prix très réduit!
RABAIS DE 100 \$



DENON
MISSION ELECTRONICS

Pour l'audiophile averti qui exige la qualité à bon prix, chaîne stéréo comprenant récepteur DENON DRA 335, 40 watts RMS par canal, AM/FM stéréo avec télécommande, lecteur de disque compact DCD 460, quadruple échantillonnage, disques 3 et 5 po et enceintes acoustiques Mission.

299 \$



Emerson

Micro-ondes
Modèle EMERSON AT-506, attache digital, 0,4 pi³, programmable, minuterie de cuisson 99 min., commande 18 touches sensibles.

199



HITACHI

Hi-fi stéréo
Magnétoscope VHS 4 têtes stéréo Hi-Fi, avec télécommande unifiée, câbles/lecteur, programmation à l'écran. Modèle VTF-441

479
RABAIS DE 120 \$



PIONEER

Lecteur laser
Modèle DD-4700, lecteur de disque compact. Fonctions: recherche, pause, répétition, échantillonnage 20 pages, lecture aléatoire.

199
RABAIS DE 40 \$

La clef de sol

840, Bouvier, par de la Capitale
sortie P. Bertrand Nord
2, rue Saint-Jean
Angle Salaberry
627-0840
524-8431

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez qu'en septembre 92, sans intérêt. OU recevez un cadeau (écouteurs, baladeur, téléphone sans fil ou autre) sélectionné selon votre achat de 300 \$ et plus, si vous payez comptant ou par carte de crédit.

Décrochage scolaire

Le ministre Pagé dévoilera son plan d'action à la mi-mai

Le plan d'action du ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, pour contrer le décrochage scolaire, sera rendu public d'ici

le 15 mai. Mais il ne proposera aucun changement concernant le calendrier scolaire de 180 jours et l'âge d'admission à l'école, les deux points importants qui avaient suscité maintes réactions, lorsque le ministre avait lancé son document de consultation du milieu scolaire en septembre dernier.

dans tous les coins de la province. L'automne dernier, le ministre a pu prendre le pouls de plus de 8 000 éducateurs et parents. Ces contacts lui ont permis de réaliser que les causes du décrochage scolaire étaient beaucoup plus complexes et circonstanciées qu'elles n'apparaissent au premier abord.

ment, le 24 mars dernier, ne prévoyait aucune somme pour contrer le décrochage scolaire. Il faudra attendre la présentation du discours du budget, au début de mai, pour se faire une idée de l'effort consenti par le gouvernement

à ce problème.

Cette approche décentralisée que le ministre s'approprie à adopter semble faire consensus parmi les principaux organismes du réseau scolaire québécois.

Cette complexité du phénomène a amené le ministère à dresser une carte complète du décrochage scolaire et par école, en identifiant les milieux à risques. La publication de cette carte serait la pièce majeure du plan d'action que le ministre dévoilera en mai.

Ces photos locales du décrochage scolaire donneront le ton au plan d'action en démontrant la diversité des besoins et la nécessité de décentraliser les actions en intervenant localement. L'enveloppe budgétaire promise par le ministre pour contrer le décrochage serait donc répartie différemment d'une commission scolaire à l'autre.

Cependant le ministre Pagé n'a pu encore dire, en fin de semaine dernière, de quelles sommes d'argent il disposerait pour appliquer son plan d'action. Le dépôt des crédits budgétaires du gouverne-

Pour contrer la contrebande

Ottawa renonce à sa nouvelle taxe de 8 \$ sur les cigarettes

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral cessera de prélever sa taxe de 8 \$ la cartouche de cigarettes, adoptée il y a moins de sept semaines, pour mettre à l'essai d'autres mesures de lutte contre la contrebande des produits du tabac.

de l'industrie.

La taxe, qui était imposée depuis février, visait à réduire la contrebande en relevant le prix des cigarettes vendues aux États-Unis. Mais les manufacturiers et les travailleurs soutenaient que cette taxe ferait perdre des milliers d'emplois aux Canadiens.

Peu après l'entrée en vigueur de la taxe, RJR MacDonald de Toronto, l'un des trois principaux manufacturiers de tabac au pays, avait fait savoir qu'il suspendait les négociations avec les producteurs canadiens sur l'achat de la récolte de cette année à cause de la taxe fédérale à l'exportation.

Hier, M. Jelinek a nié qu'Ottawa ait été influencé par les pressions de l'industrie.

Le critique du NPD en matière de santé ne croit pas aux explications de M. Jelinek. « Nous pouvons constater aujourd'hui ce que les grosses compagnies peuvent faire pour influencer la politique du gouvernement Mulroney, même quand leurs intérêts vont clairement à l'encontre de la santé au pays », a soutenu M. Jim Karpoff.



Mannequin

Régina vous dit:

Rien ne sert d'acheter bibi, sac et chaussures que vous étreñerez à Pâques, si vous n'avez d'abord choisi la jolie robe que vous porterez... Commencez par le commencement, allez chez Mannequin d'abord!

télé plus 24

dans la semaine du 7 au 14 avril.
(* Première diffusion: le mardi 7 avril à 20 heures)

PLACE de la CITE Entre Place Laurier et Place Ste-Foy 2635, Hochelaga Sainte-Foy

OU

ne payez qu'à l'automne recevez un cadeau*



SONY

TR-6
La mini-caméra aux grandes performances, ultra-compacte, automatique, lentille zoom motorisé 8X, lecture directe sur la télé.

899

Ne payez qu'à l'automne **OU...** recevez 200 \$ d'accessoires GRATUITS!

799 \$

Plus 200 \$ d'accessoires et un cours GRATUIT
Caméscope 8mm Sony F-201, lentille zoom motorisé 6X à fonction macro, lecture directe sur la télé, plus lampe, trépied et valise d'une valeur de 200 \$ et c'est un SONY!

COURS D'INITIATION à l'Institut Marie-Andrée Cossette **GRATUIT!**

TOSHIBA



14 po
Modèle télécommandé style moniteur, câblesélecteur, affichage à l'écran, gris ou blanc. **299**

20 po
Modèle télécommandé, style moniteur, câblesélecteur, affichage à l'écran. **399**

28 po stéréo
Grande image haute résolution, son stéréo ambiophonique, télécommande, câblesélecteur. **749**

La clef de sol

Aut. de la Capitale, sortie Pierre-Bertrand, 840, Bouvier 627-0840
2. Saint-Jean angle Salaberry 524-8431



MYSTÈRES MYSTÈRES
AU BONAPARTE
SOUPERS THÉÂTRE LES VENDREDIS 19.00 \$ 22.95

HONDA

Je pars avec toi.

FOURTRAX 350 4 X 4



RABAIS DE 100 \$

Livraison immédiate

20 ANS D'EXPÉRIENCE

JM SPORT
VENTE-LOCATION
113, boul. Valcartier, Loretteville
842-2703

UNE ESPÈCE RARE!

YAMAHA 4 X 4 BIG BEAR 350 FE Special Edition



RABAIS DE 800 \$

Incluent:
Treuil électrique
Wart.
protège-mains,
casquette de cuir.

Livraison immédiate

20 ANS D'EXPÉRIENCE

JM SPORT
VENTE-LOCATION
113, boul. Valcartier, Loretteville
842-2703

ELLES ONT DISTANCÉ BMW. ELLES ONT DISTANCÉ MERCEDES.
VOICI QU'ELLES ONT PRIS LEURS DISTANCES AVEC L'ALLEMAGNE.

LES NOUVELLES AUDI QUATTRO SONT ARRIVÉES.

Audi Au moment du lancement des nouvelles Audi, le magazine *Auto Motor Und Sport* a mis à l'épreuve la BMW 525i, la Mercedes 260E, et la Audi 100. Résultat? "Audi, grâce à son nouveau moteur 6 cylindres, a réussi non seulement à rejoindre ses concurrents, mais à les dépasser." En l'espace d'une année, les nouvelles Audi avaient fait leurs preuves en Allemagne.

Non seulement auprès de la presse, mais aussi auprès des automobilistes. Depuis leur lancement, plus de 100 000 Audi 100 ont été vendues.

Elles se sont ensuite embarquées pour les États-Unis, où *Car and Driver* déclara: "...les ingénieurs et designers d'Ingolstadt avaient comme mission: faire mieux sur toute la ligne... les petits génies de chez Audi ont en grande mesure réussi." À votre tour maintenant de faire vos commentaires. Car les toutes nouvelles Audi quattro sont arrivées au Canada.

Passez vite chez votre concessionnaire Audi et faites-en l'essai. Ou appelez 1 800 668-AUDI.



LE CONTRÔLE



La Table de concertation remet ses recommandations au ministre Picotte

Québec prêt à légiférer sur la cruauté envers les animaux

QUÉBEC — Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Yvon Picotte, possède désormais toute l'argumentation lui permettant de légiférer en matière de prévention de la cruauté envers les animaux.

LE SOLEIL

La Table de concertation, mise sur pied par le ministre Picotte et formée de 18 organismes et ministères concernés par ce fléau, vient de déposer son rapport final.

Le comité de travail, présidé par le député de Montmagny-L'Islet, M. Réal Gauvin, propose une série de recommandations touchant l'amorce d'une législation musclée en matière de protection des bêtes, les animaux d'expérimentation et l'éducation du public en matière d'éthique envers les animaux.

Le ministre Picotte accorde une oreille très attentive aux recommandations de la Table de concertation. Il ne faudrait pas se surprendre de voir certaines mesures législatives déposées à l'Assemblée nationale dès l'automne prochain.

La plupart des provinces canadiennes, à l'exception du Québec et de la Nouvelle-Écosse, possède une législation particulière à l'égard de la prévention de la cruauté envers les animaux. L'Alberta et l'Ontario permettent, entre autres mesures, à des inspecteurs de saisir en tout temps un animal jugé en situation de détresse et de faire payer les frais de garde de l'animal par le propriétaire accusé de cruauté.

Au Québec, le Code criminel prévoit l'interdiction de tuer, de blesser ou de faire souffrir inutilement un animal. Par contre, la Table de concertation identifie des limites au Code criminel et au système pénal en ce qui a trait aux pouvoirs de saisie des animaux et d'inspection. On déplore également les « longs délais » (variant entre 12 et 18 mois) entre le dépôt d'une plainte portée devant les cours criminelles et la date de l'audition de la cause.

Retard du Québec

Au Québec, un peu plus de 6000 plaintes de cruauté envers les animaux sont acheminées annuellement aux sociétés de protection des animaux. Par ailleurs, sur le territoire québécois, on ne compte que 13 enquêteurs permanents, dont quatre pour la région de Montréal.

Depuis janvier 1990, la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (SPCA) a saisi près de 1800 animaux et les enquêtes ont résulté en 45 poursuites judiciaires.

À chaque fois, le public s'émeut

profondément devant les pathétiques cas d'animaux laissés à leur triste sort rapportés par les médias. Il doit savoir que le processus de sauvetage des pauvres bêtes s'amorce seulement s'il y a une plainte portée aux autorités et si un mandat de perquisition a été préalablement obtenu. Souvent, les délais qui précèdent une intervention sont longs, trop longs.

Une fois la saisie effectuée l'animal est gardé en pension jusqu'à l'audition de la cause devant

le tribunal. C'est alors qu'on décidera s'il prendra le chemin de l'adoption ou celui de la chambre à gaz. Considérant les délais importants devant le tribunal, les frais de pension des animaux saisis sont élevés pour les poursuivants et pour la justice.

« Il faut souligner le retard qu'accuse le Québec en matière de prévention de la cruauté et nous sommes d'avis qu'il convient de corriger ce retard efficacement et à peu de frais », note la Table de concertation en soulignant qu'il ne faut surtout pas « créer un système qui nous replongerait dans de longs et coûteux dédales judiciaires ».

Le projet législatif présenté par le comité de travail au titulaire du Mapa propose entre autres la nomination d'inspecteurs ayant le pouvoir « d'entrer dans tout lieu où sont gardés ou vendus des animaux, de procéder à des saisies et, le cas échéant, à des confiscations qui leur permettraient de donner des ordres d'abattre des animaux aux frais du propriétaire ou du gardien de l'animal ».

On voudrait également conférer au ministre un pouvoir d'ordonnance lui permettant de fermer un commerce dans lequel le bien-être des animaux serait mis en péril.

Éducation

En ce qui concerne les animaux d'expérimentation, la Table de concertation s'en remet au Conseil canadien de la protection des animaux (CCPA) qui assure la surveillance des travaux en cours sur les animaux dans 48 institutions spécialisées au Québec.

On voudrait que le CCPA fasse respecter « scrupuleusement » ses lignes directrices et ses normes contenues dans son manuel de 350 pages sur le soin et l'utilisation des animaux d'expérimentation par des visites à l'improviste plus fréquentes dans les établissements.

En 1989, le nombre d'animaux utilisés en expérimentation au Québec a été de plus de 300 000. De ce nombre, on compte 5000 chiens et quelque 1500 minous. Environ 90 % des animaux d'expérimentation étaient des rats, des souris, des poissons ou des oiseaux.

Finalement, la Table de concertation recommande au Mapa de créer un comité consultatif sur la prévention de la cruauté envers les animaux et que le programme du ministère de l'Éducation qui porte sur les animaux soit dispensé à tous les étudiants du primaire et du secondaire et qu'il véhicule le respect de la vie animale.



les fantaisies parisiennes

Coup de foudre à Paris!... Twik rencontre Christine Marchese... Séduction instantanée... Formes adorables, boutons-marguerites à gogo... Impossible de résister à cette interprétation très 60 de la robe sans manches 350.00, du petit tailleur ajusté, veste 385.00, jupe 195.00... et les couleurs, une vraie bouffée de fraîcheur pour twiki bas dentelle marguerites 18.00

Québec souverain Diminution de 10% des anglophones

QUÉBEC (PC) — La population anglo-québécoise pourrait décliner de 10 % si le Québec accède à la souveraineté, estime le sociologue Gary Caldwell qui propose une série de mesures pour réduire cet impact négatif.

M. Caldwell témoignait tard mardi soir devant la commission parlementaire de l'Assemblée nationale chargée d'analyser l'impact de la souveraineté du Québec.

M. Caldwell a rappelé qu'en 1976, l'élection du Parti québécois avait engendré un premier exode d'Anglo-Québécois.

Mais lorsqu'on interroge les jeunes Québécois de langue anglaise sur les raisons qui motiveraient un éventuel départ, on constate que ce sont des raisons économiques et non politiques qui justifient d'abord l'exode, a expliqué M. Caldwell.

Ces jeunes « placent la raison politique en deuxième. Cela vient après la raison économique, a-t-il affirmé. Ceux qui étaient le plus touchés par des raisons politiques sont partis depuis longtemps. »

Dans un climat d'économie continentale, la migration des personnes est reliée à la conjoncture économique. Les Anglo-Québécois sont toutefois « de 10 à 15 fois plus disposés à partir que les Francophones parce que la connaissance de l'anglais les rend plus mobiles » en Amérique du Nord, a fait valoir le sociologue de l'Université Bishop.

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

EXCLUSIF

Mazzoli

SYSTEME CARON*

VENTE
DE 10% À 50%

DE RÉDUCTION EN MAGASIN!

CHEZ

JEAN CARON meubles

1415, BOUL. CHAREST OUEST, QUÉBEC (PRÈS AVENUE SAINT-SACREMENT) 688-7666

Les neuf vies de Yasser Arafat...

La légende de celui que cinq millions de Palestiniens appellent familièrement 'Abou Ammar' a encore une fois opéré : le président de l'Organisation de Libération de la Palestine et chef du Fatah a survécu à l'écrasement de son biréacteur Antonov en plein désert de Lybie. Signe des temps, c'est un satellite-espion américain qui a permis de percer l'épais brouillard de sable et de le secourir rapidement.

Arafat eût-il péri, toute la résistance palestinienne et bien des pays arabes auraient soulevé la thèse de l'attentat et pointé du doigt la CIA et le Mossad israélien!

D'ailleurs hier, dans les milieux officiels palestiniens, on a immédiatement fait du pilote et du copilote, deux Palestiniens, des « martyrs ». Car les Palestiniens sont en guerre et leur chef ne laisse rien au hasard.

Doué d'un véritable sixième sens, il décide seul, et à la dernière minute, de ses déplacements et de ses arrêts. « Cet endroit ne me dit rien qui vaille », dit-il parfois, comme pris d'un pressentiment. Il lui arrive alors de coucher en rase campagne, dans son automobile : c'est comme cela qu'il a échappé, dit-on, au bombardement de son quartier général de Tunis.

D'ailleurs pour rencontrer Arafat, il faut s'armer de patience, se

préparer à le suivre, d'une capitale à l'autre, sans qu'on ne confirme jamais où il se trouve. Même en Irak, son allié le plus sûr avec le Yémen et le Soudan d'où il rentrait lundi soir, la « Résidence » de Bagdad est une véritable place forte bourrée de jeunes gardes du corps formés dans l'ancienne Union soviétique. Et le « président » passe constamment, et sans prévenir, de l'une à l'autre des maisons qui composent ce quartier général temporaire.

Et pourtant, il n'a pas l'air d'un homme traqué. Car quand il décide qu'il est temps de recevoir un visiteur étranger, c'est le plus charmant des hôtes, d'une simplicité presque gênante. Le premier contact est certes brutal : l'homme est tellement petit - environ cinq pieds - que le keffieh du commando palestinien vous arrive à peine à l'épaule. Ses 63 ans ont un peu arrondi sa silhouette frêle, et le revolver d'ordonnance qui ne le quitte jamais - il l'a même porté dans l'enceinte de l'Assemblée gé-

Le directeur du bureau du SOLEIL à Ottawa, Michel Vastel, a rencontré le chef de l'OLP, Yasser Arafat, à sa résidence officielle de Bagdad en janvier 1986. Il rappelle ici la légende qui entoure cet homme dont on dit qu'il a neuf vies...



Arafat, le plus charmant des hôtes.

nérale des Nations unies - à l'air un peu grotesque, à côté des 'khalachnikovs' de ses gardes en tenue de combat.

Plutôt laid, avec cette grosse lèvre supérieure qui tombe sur une barbiche en désordre et clairemme, ses grands yeux ont l'éclat d'un canon de fusil. Dans le privé, sans ce keffieh qu'il enlève lorsqu'il n'y a pas de photographe près de lui, son crâne chauve et ses lunettes cerclées d'écaïlle lui donnent l'air d'un boutiquier du souk de Jérusalem, sa ville natale.

Yasser Arafat tient à jauger ses interlocuteurs, en particulier les occidentaux, avant d'avoir un entretien officiel avec eux. C'est ainsi qu'après quelques jours d'attente dans un hôtel de Bagdad, une Mercedes vient vous cueillir et fonce dans la ville pour semer la sécurité irakienne. Après quelques verres de thé à la menthe, en compagnie de l'aide de camp ou de quelque 'ministre' en visite, il vous entraîne lui-même à table (il a l'un des meilleurs cuisiniers de tout le Moyen-Orient).

C'est sans ostentation qu'il se penche sans cesse vers son invité, insiste pour qu'il reprenne un autre morceau de kubbah ou une cuiller de lebaneh, s'étonne de ne pas le voir manger davantage. Et si l'enfant d'un garde du corps passe par là - tout le monde vit en famille autour de lui - la discussion s'arrête et Abbou Ammar devient le grand-père gâteau.

Célibataire endurci - il n'a jamais confirmé son mariage tout récent avec sa secrétaire - il parle des Palestiniens comme de sa famille : « ils sont tous mes enfants et ils me le rendent bien en m'accueillant comme un père » dit-il. D'ailleurs, son plus grand plaisir lorsqu'il visite des camps palestiniens, c'est de passer une soirée dans une maison bruyante d'enfants qui tirent à l'occasion sur ses poils de barbe.

Le repas s'étire dans la chaude après-midi de Bagdad, souvent interrompu par les appels téléphoniques de ses lieutenants dispersés dans des camps autour du Golfe arabo-persique et en Afrique. Et soudain, l'homme disparaît comme il était entré, dans un grand silence tendu.

C'est que Yasser Arafat tient rarement des discussions sérieuses le jour. Cet homme-là donne ses entrevues à partir de 22 ou 23 heures, parfois jusqu'aux petites heures du matin. Plus le premier contact du déjeuner a été chaleureux, plus l'entretien formel sera long, deux ou trois heures de discours parfois brutaux, presque violents, parfois chuchotés, sur le ton de la confiance.

L'homme a trois niveaux de langage, selon la gravité de son propos : quelquefois il répond en anglais ; plus souvent il dialogue en arabe sans se faire traduire les propos de son interlocuteur. Et dans les cas les plus délicats, il se fait traduire la question en arabe avant de répondre, toujours, en arabe. Le discours a toujours la précision des hommes de son métier, ingénieur électricien, qu'il a appris à l'université du Caire, mais qu'il n'a jamais pratiqué depuis qu'il est entré dans la résistance en 1948. Et depuis 1968, il n'est jamais retourné prier dans la Grande Mosquée de Jérusalem dont une photographie ne le quitte jamais.

À quoi pouvait donc bien penser Arafat, dans le silence du désert qui suivit l'écrasement de son avion lundi soir ? Tel qu'on le connaît, il a sans doute posé une dernière fois ses grosses lèvres charnues sur la bouche de ses deux pilotes, avant de penser à ses propres blessures.

SUNBIRD 1992



la voiture populaire à un prix qui va me rendre populaire:

9999 \$ ← **ou 229,95 \$/mois**
unité 1001

unité 1474



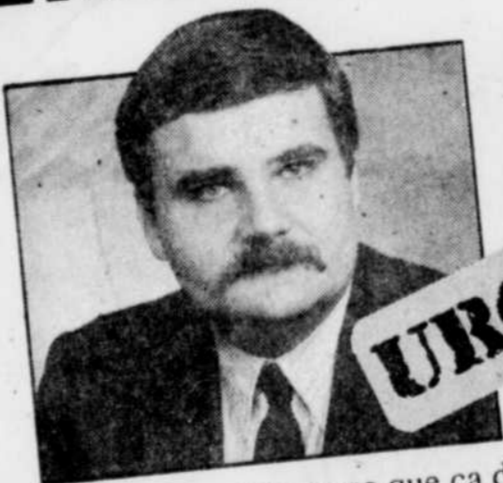
198 \$/mois
9545 \$

VENTE

SONOMA 1992

il a du cœur à l'ouvrage, on a du cœur aux ventes!

VENDREDI SOIR, CET HOMME PERDRA SON EMPLOI...



URGENT

On l'a laissé faire. Voyez ce que ça donne! Il pense qu'avec son annonce nous vendrons un total de 50 voitures d'ici demain soir. Profitez de ce qu'il calcule aussi mal qu'il dessine!

Vous avez jusqu'à vendredi soir pour profiter de ses prix. Nous savons qu'ils sont trop bas, mais hélas! l'annonce est publiée.

giguère
PONTIAC BUICK CADILLAC CAMIONS GMC

375, boulevard Hamel (face à Place Fleur de Lys) 529-6551

Vente Pontiac LE MAN

\$7
pas cher
ou 179,95 par mois
garantie 6 ans
100 000 Km
unité 1025



à ce prix là on se

GRAND-P
Vous avez le choix de la couleur. Vous avez pas le choix de l'acheter chez nous!

SEULEMENT 17795 \$
ou 349,95 \$/mois
UNITÉ 1334



Nos prix de vente sont valables GM inclus, préparation inclus, transport au sus.
*location de 48 mois avec 16000 Km, taxes au sus, résiduelle garantie, sujet à l'approbation du crédit par GMAC

TRANS-SPORT WOW!

vous tomberez en amour avec elle
à cause de mon prix, vous tomberez en amour avec moi!



unité 1577 **16995 \$**
ou 344,95 \$ par mois *

VENTE

CK REGAL

Venez vous régaler avec notre prix. Superbe, comme moi!

19499 \$
ou 389,95 \$/mois

À MONTRÉAL ET À QUÉBEC, LE 12 AVRIL

UNE MANIFESTATION QUI NOUS CONCERNE TOUS

Depuis une dizaine d'années, les politiques économiques et fiscales du gouvernement ont conduit la société québécoise à un cul-de-sac.

SAVIEZ-VOUS QUE :

- depuis deux ans, 300 000 emplois ont été perdus au Québec;
- à tous les jours, c'est une personne sur cinq qui n'a pas droit à l'emploi;
- 600 000 personnes dépendent de l'aide sociale au Québec;
- chaque fois que le chômage augmente de 1%, il en coûte, en dépenses supplémentaires et en recettes fiscales diminuées, environ :
1 milliard \$ au gouvernement fédéral
900 millions \$ au gouvernement du Québec
170 millions \$ aux municipalités.

En 1990, le gouvernement a nié la récession. En 1991, il prévoyait une récession de courte durée. Résultat: il a poursuivi ses politiques de désengagement, laissant loin derrière l'objectif de l'emploi.

Aujourd'hui, la récession fait toujours ses ravages :

- les employeurs tentent, dans plusieurs secteurs, d'imposer des conditions de travail à la baisse: demandes de gel de salaires, réouvertures des conventions collectives; menaces de fermeture.
- de son côté, le gouvernement québécois trace le chemin aux employeurs du secteur privé. Il refuse de respecter sa signature. Il refuse de négocier. Il refuse aussi de verser une augmentation négociée de bonne foi avec l'ensemble des organisations syndicales du secteur public.

Assez de reculs !

Ce n'est pas par le rabaissement des conditions de salaire et de vie de l'ensemble de la population que la consommation pourra redémarrer et que nous pourrons édifier une économie sur des bases durables.

Un virage majeur s'impose dans les politiques économiques et fiscales du gouvernement pour:

- redresser l'économie
- relancer l'emploi
- développer nos services publics
- préparer un avenir pour les jeunes

Marchons ensemble

Lieu de départ pour Montréal
Parc Lafontaine

au coin de Calixa-Lavallée
et Sherbrooke

Heure de départ: 13h00

Lieu d'arrivée : siège social d'Hydro-Québec

Lieu de départ pour Québec
Musée du Québec

Plaines d'Abraham, Grande-Allée

Heure de départ : 13h00

Lieu d'arrivée : Colline parlementaire



ÉDITORIAL

Finie l'aventure !

Un marché de dupes que ces négociations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique en vue d'étendre la zone de libre-échange à l'ensemble de l'Amérique du Nord et en élargir la portée à de nouveaux secteurs ?

Bien sûr, tout le monde partage l'objectif théorique de faciliter les échanges internationaux. Au-delà des mots, le libre-échange signifie l'obligation d'ouvrir son économie aux importations contre l'espoir d'obtenir, en retour, une entrée plus facile sur les marchés voisins. Cet espoir repose sur la capacité des partenaires d'être aussi productifs et compétitifs les uns que les autres.

C'est là que le bât blesse. Bien des secteurs de l'économie canadienne ne sont plus suffisamment productifs et compétitifs. Frappé par une récession qui se prolonge et par une désindustrialisation rapide, le Canada apparaît singulièrement désarticulé et loin d'avoir les moyens d'ouvrir toutes grandes ses portes.

Hormis la Colombie-Britannique qui prospère, isolément, grâce à l'apport des investisseurs asiatiques, personne ne semble prêt pour le choc. L'Ontario est handicapé par le divorce entre son gouvernement et le secteur des affaires et paraît bien amoché pour espérer surmonter ce nouveau défi. Même le Québec, doté d'une stratégie de développement industriel, voit dégringoler, tout à côté, de larges pans de son économie traditionnelle. Le rééquilibrage n'est pas terminé.

Même si le bilan du libre-échange canado-américain demeure difficile à établir et qu'on lui a mis sur le dos, injustement dit-on, toutes les fermetures d'usines et les licenciements survenus au cours des dernières années, la réalité est là : les chômeurs ne cessent d'augmenter. Dans ce contexte, les pourparlers actuels ne sont rassurants pour personne.

Chose certaine, le gouvernement canadien n'a pas rempli ses engagements envers la population. L'industrie n'a pas bénéficié de mesures transitoires suffisantes pour s'ajuster au libre-échange et les travailleurs n'ont pas obtenu, non plus, l'aide promise pour s'adapter. Qui les blâmera d'avoir peur à nouveau ?

Car les négociations trilatérales avec le Mexique entraînent bien des inquiétudes. Le secteur canadien de l'automobile sera-t-il démantelé par les importations de voitures fabriquées à moindre coût au Mexique ? *General Motors* employée déjà trois travailleurs au Mexique contre deux au Canada. Qu'arrivera-t-il, en outre, dans les domaines des textiles, de l'énergie et de l'agriculture qui sont aussi sur la table ?

Dans les sondages, ce nouveau projet d'accord commercial emporte plus l'adhésion de la population américaine que celle des Canadiens. Quant au traité canado-américain, les Américains en sont satisfaits dans une mesure à peu près égale à l'insatisfaction des Canadiens.

Dans l'état actuel des choses, malgré les pressions américaines en vue de signer avant les prochaines élections présidentielles, le premier ministre Mulroney aurait intérêt à se préoccuper d'abord de la population canadienne. Celle-ci a besoin de temps pour digérer le premier traité et y trouver quelques avantages. Elle a aussi besoin de temps pour sortir de l'actuelle récession. Elle a, encore, besoin de garanties fermes qu'on l'aidera cette fois à traverser la période de transition. Il lui faut enfin, plus que tout, pouvoir faire confiance à ses leaders avant de s'embarquer à nouveau pour l'aventure.

MARIE CAQUETTE

Bloc-notes

Un grand moyen

La Sûreté du Québec lance ces jours-ci le programme *Littoral* destiné à accroître la surveillance des côtes du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, du Saguenay et de la Côte-Nord. Elle invite la population des villages côtiers à l'informer de toute activité suspecte reliée au trafic de la drogue.

À première vue, ce programme de surveillance peut ressembler à une campagne incitant les gens à espionner et à dénoncer leurs voisins. Si tel était le cas, il faudrait sans hésitation exiger de la Sûreté qu'elle retire son programme.

Mais à y regarder de près, le programme *Littoral* n'a rien d'une entreprise de mouchardage. Il invite tout simplement la population locale à exercer une surveillance pour discerner dans le va-et-vient ce qui peut paraître louche. Bref, c'est un appel lancé à son sens civique pour qu'elle participe modestement et sans danger à la lutte contre le trafic de la drogue.

D'ailleurs, la Commission des droits de la personne n'y voit pas d'atteinte aux droits des gens. Elle considère ce programme comme un effort de la SQ en vue d'exercer une plus grande vigilance sur les côtes. La police reçoit déjà de nombreux appels de citoyens qui flairent ici et là quelque chose d'étrange ou qui sont témoins d'actes de violence. Le programme *Littoral* est seulement la mise en place d'un système mieux organisé de surveillance.

Les côtes du Saint-Laurent et du Saguenay s'étendent sur des milliers de kilomètres. Elles sont truffées de baies qui permettent aux trafiquants de drogue d'y débarquer leurs produits à l'abri des regards. Parfois ces tentatives de transbordement échouent grâce à l'observation de citoyens perspicaces.

On se souvient des 50 tonnes de haschisch trouvées l'été dernier dans des barils flottant sur le Saint-Laurent. On se rappelle aussi la mise à jour en Gaspésie, en 1989, d'un complot d'importation de 15 tonnes de cocaïne impliquant des bateaux de pêche.

Cet événement et d'autres encore plaident en faveur d'un accroissement de la surveillance des côtes. Comme la Sûreté du Québec ne peut poster un agent à tous les kilomètres, elle demande aux habitants des villages côtiers d'exercer leur devoir de citoyens.

Le mal que fait la drogue, particulièrement dans les milieux de jeunes, justifie l'utilisation d'un tel moyen.

JEAN MARTEL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef

et directeur de l'édition:

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

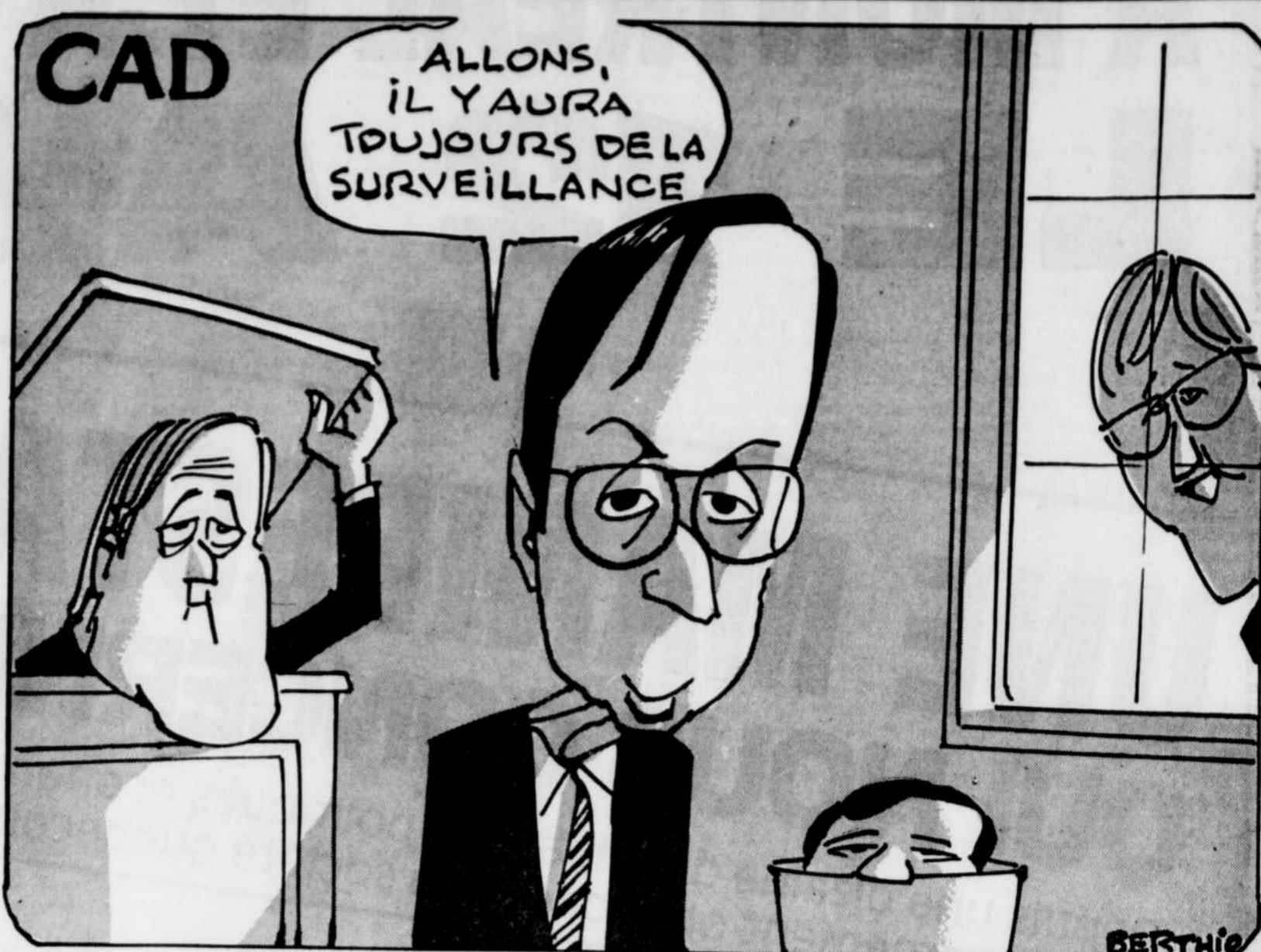
DENIS CLICHE

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS



Ces sondages qui nous gouvernent

Hier, à l'heure du 5 à 7, toute la faune politique québécoise s'était donné rendez-vous au 250 Grande Allée Ouest, où la maison de sondage Léger et Léger faisait l'inauguration de ses nouveaux bureaux dans la Vieille Capitale.

Il y avait là une dizaine de ministres québécois, Robert Bourassa en tête, une demi-douzaine de députés péquistes, une ministre fédérale, des gens d'affaires, le président de la CUQ, le maire suppléant de Québec (M. L'Allier est en Europe). En somme, il manquait seulement Jacques Parizeau, qui s'est fait excuser, soi-disant pour préparer un discours.

La célébration avait valeur de symbole. Le fait que ces gens si occupés aient trouvé le temps de répondre à l'invitation de Marcel Léger témoigne de l'influence considérable qu'ils reconnaissent aux sondages dans le processus de prise de décision, qu'il s'agisse de vendre une option politique ou une nouvelle marque de dentifrice.

De temps à autre, il y a bien quelqu'un pour dénoncer ce glissement de la démocratie vers la sondocratie, mais rien n'y fait: tout le monde sonde de plus en plus, à commencer par les médias. Il faut dire que l'exemple vient de haut: M. Bourassa est certainement le plus grand sondomaniaque de tous ceux qui ont dirigé le Québec.

Dans sa série de portraits des cinq premiers ministres sous lesquels il a servi, Claude Morin explique qu'à cet égard, la grande différence entre René Lévesque et Robert Bourassa, c'est que le premier gouvernait « avec » les sondages, alors que son successeur gouverne « par » sondages.

Sans doute y a-t-il une nuance, mais dans leur récente étude de l'évolution de l'opinion publique québécoise depuis 1960, intitulée *Le Virage ou comment le Québec est devenu souverainiste*, Edouard Cloutier, Jean H. Guay et Daniel Latouche



Michel DAVID

démontrent l'importance capitale des sondages dans la décision de faire porter le référendum de 1980 sur un « mandat de négocier ».

Après trois ans de « bon gouvernement », c'était la seule hypothèse qui avait, à six reprises, atteint ou dépassé le seuil de la majorité absolue dans les sondages internes du PQ. MM. Cloutier et Latouche sont bien placés pour savoir ce qui se passait dans la tête des stratèges péquistes: en 1980, l'un était conseiller de Claude Morin, l'autre de René Lévesque.

Si Pierre Marc Johnson avait lu correctement les sondages, en 1985, il n'aurait peut-être pas pris le virage de l'affirmation nationale, qui a finalement causé sa perte. Les auteurs notent en effet que « l'automne 1985 marque une recrudescence de l'idée souverainiste », même si le phénomène est passé généralement inaperçu à l'époque.

« Cette concordance entre le mouvement de l'idée à la base et au sommet constitue, selon nous, un indice prémonitoire de la démission ultérieure de M. Johnson », écrivent-ils.

Le PQ n'a d'ailleurs pas été le seul à mal évaluer la situation. « Ceux qui ont vu la victoire libérale de 1985 comme le dernier clou dans le cercueil de l'indépendance étaient eux aussi dans l'erreur ».

Je me souviens d'au moins deux personnes qui n'avaient pas tiré cette conclusion: Robert Bourassa et Jacques Parizeau. Cinq jours avant l'élection du 2 décembre, M. Bourassa confiait déjà à

J.-Jacques Samson, du *Soleil*, que la persistance de la ferveur souverainiste l'inquiétait. Quelques semaines plus tard, M. Parizeau me disait, au contraire, combien ça l'encourageait.

Depuis l'échec de l'accord du lac Meech, les sondages révèlent « une certaine concomitance entre l'appui à la souveraineté et l'attitude du gouvernement à son égard ». C'est ainsi que M. Bourassa a attendu que la fièvre souverainiste s'apaise un peu, à l'hiver 1991, avant de réitérer sa foi fédéraliste.

L'étude de Cloutier, Guay et Latouche, qui s'appuie sur 153 sondages effectués depuis 1960, s'arrête en septembre 1991. Forcément, elle n'apporte pas de réponse à la question fondamentale qu'elle pose: le « virage » souverainiste est-il irréversible ou le « tassement » enregistré au cours de la dernière année est-il l'amorce d'un reflux?

Une de leurs découvertes les plus intéressantes est « la profonde volatilité des choix constitutionnels ». Au moyen d'un échantillon suivi de façon très serrée, ils ont pu mesurer que 49% des électeurs ont changé de camp au moins une fois durant l'année 1990, même si la mouvance collective est beaucoup moins spectaculaire.

Selon eux, « l'option souverainiste est à la croisée des chemins, tout dépendant de la réponse canadienne aux demandes constitutionnelles du gouvernement du Québec ».

Au moment de publier, les auteurs semblaient croire qu'il faudrait une révision radicale du fédéralisme, dans la lignée du rapport Allaire, pour que l'ardeur souverainiste diminue sensiblement. Les sondages effectués depuis l'automne suggèrent toutefois que les Québécois pourraient se montrer moins exigeants.

Chose certaine, les sondages vont continuer à faire de très bonnes affaires au cours des prochains mois.

Votre Opinion

Place de l'Église

Quelle ne fut pas ma surprise, en regardant les nouvelles de Radio-Canada le 25 mars, de voir Mgr Maurice Couture, archevêque de Québec, prendre la parole lors des audiences du CRTC !

L'idée me restait encore que les évêques ne s'occupaient pas de politique ! Or, Mgr Couture s'alarmait du fait que les décisions du CRTC pourraient entraîner la fermeture de certains postes à Québec et provoquer la fin de toute une production créatrice et la fuite de tous les talents vers la métropole.

Puis un article du Devoir du 28 mars faisait part de ce même mémoire adressé au CRTC par les archevêques de Québec et de Montréal, demandant que les questions religieuses aient leur place à l'antenne. Cette prise de position de Mgr Couture et de Mgr Turcotte devant les médias témoigne du rôle que l'Église catholique canadienne joue, aujourd'hui, en 1992. Elle parle au nom de la justice, de la vérité et des droits de l'homme, qu'elle invite à défendre.

Un exemple de cet engagement de l'Église catholique cana-

dienne a été la création, il y a 25 ans, de « Développement et Paix », organisme de solidarité avec les peuples du Tiers-Monde, et dont la mission est de faire ressortir l'urgence de la crise qui afflige les populations du sud. Alors je dis bravo à Mgr Couture et à Mgr Turcotte de prendre la parole pour faire connaître la position de l'Église catholique en 1992.

Marie-Antoinette Rimond
Loretteville

Joueurs en grève

Une grève dans la Ligue nationale de hockey ? Pourquoi pas ?

Autant Eric Lindros a raison d'exiger un salaire annuel supérieur à celui de Wayne Gretzky (même si ce dernier a plus de 1000 matches réguliers derrière la cravate contre aucun pour l'autre) pour évoluer sous la grande tente, autant les 564 joueurs sillonnant les 22 patinoires du circuit sont pleinement justifiés de débrayer pour obtenir davantage de faveurs.

Pas d'accord avec ça, les amateurs ? Non, mais sans blague ! Personne ne me fera croire que

parmi les 15 000 spectateurs qui franchissent inlassablement les tourniquets du Colisée, il n'y en ait pas au moins un seul qui ne soit pas syndiqué dans son propre milieu de travail (surtout si ce ne sont pas toujours les mêmes visages que l'on voit à chaque joute).

L'Association des joueurs de la LNH a parfaitement raison de brailler sur le statut de ses membres acheteurs de Mercedes. Qui peut les blâmer ? Surtout si les directeurs généraux (lire : généraux) et les propriétaires d'équipe n'hésitent pas à leur offrir la lune et les étoiles qui vont avec. Je ne connais pas un seul individu sain de corps et d'esprit qui oserait refuser de jouer du gourmet pour 5 ou 6 millions \$ par an... même si on ne sait pas patiner ou qu'on est francophone. Le Klondike, quoi ! C'est vous dire !

En un mot comme en mille : ce n'est pas la gourmandise des athlètes qu'il faut critiquer dans cette grève, mais bien la générosité des équipes et des amateurs qui acceptent volontiers d'en payer la note, ainsi que la somnolence du président de la Ligue nationale, John Ziegler.

Quoi ? Cette ligue-là a un pré-

sident ? Première nouvelle !

Luc Vigneault
Québec

Le 9-1-1 à Ste-Foy

(Lettre à madame Andrée Boucher, mairesse, de Sainte-Foy)

Par la voix des journaux, nous avons appris que la ville de Sainte-Foy procéderait à l'instauration du 9-1-1.

Nous nous réjouissons de votre initiative qui démontre votre sens humain et une hiérarchie des valeurs qui place « la personne avant tout ». L'an dernier, nous avions sollicité de la ville de Québec de voir à l'implantation du 9-1-1, pour « sauver des vies », mais on arguait que la dépense serait de l'ordre de 200 000 \$ pour toute la CUQ. Donc, hors de portée dans l'immédiat...

Quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre, qu'en deux temps trois mesures, la même CUQ avait identifié, pour « sauver des Jeux » dits olympiques, de l'an 2002, ces mêmes 200 000 \$! Vous vous y êtes objectés. Soyez-en félicités !

Roger Gendron, président Association des retraités (es) du gouvernement du Québec, Québec

LES IDÉES DU JOUR

Qui peut se prétendre Québécois ?



par
Harvey
SCHACHTER

Kingston

Cher Raymond,

Commençons là où nous avons terminé la dernière fois. J'entends et comprends les messages que tu continues à répéter sur les demandes que le Québec veut obtenir de la part du reste du Canada au cours des négociations constitutionnelles. Mais j'ai essayé de te faire comprendre que nous aussi nous vous avons envoyé des messages :

Dans ton avant-dernière lettre, tu as terminé ta communication en suggérant que nous voulions dire NON au Québec. Certaines personnes veulent le dire. Mais la plupart des gens préfèrent que le Québec reste au sein de la

Confédération. Cependant, vous ne facilitez pas un OUI de notre part.

En même temps, nous ne sommes pas prêts à vous accorder une parcelle des pouvoirs mentionnés dans les rapports Bélanger-Campeau et Allaire. Le politicien qui le ferait serait cuit.

Ici, les gens ne croient pas qu'un résultat favorable à la fin de cette ronde mettra fin aux discussions constitutionnelles. Si nous arrivons à un accord, ils croient que le Québec reviendra bientôt pour demander encore plus.

Les gens sont acerbes. Ils sont méchants et sales au sujet de la politique. Nous sommes tous de mauvaise humeur à cause de la récession, et nous vivons une époque infecte où il est difficile de souhaiter un compromis et une attitude conciliante.

En plus de ces messages-là, j'ai certaines questions qui sont probablement des messages déguisés.

1 -- Si nous arrivons à un accord constitutionnel entre les premiers ministres et si le premier ministre Bourassa le signe, est-ce que Jacques Parizeau devra s'engager à respecter cet accord? Supposons que M. Bourassa annule le référendum, met le nouveau pacte devant la législature libérale où il est approuvé, procède ensuite à une élection au cours de laquelle M. Parizeau propose la souveraineté-association et gagne cette élection. Est-ce qu'il devra respecter l'accord signé par M. Bourassa, comme tant de personnes au Québec et toi-même me dites que Gary Filmon, Frank McKenna et Clyde Wells auraient dû respecter la signature de leurs prédécesseurs? Et quelle serait la loi de prescription en ce qui concerne un tel accord? Est-ce que la province y serait tenue, par l'approbation d'un seul parti politique, pendant un an? Cinq ans? Une génération? Deux générations?

2 -- Si des provinces ne signent

pas cet accord, pouvons-nous continuer? Même si la loi nous permet de continuer sans l'unanimité — comme elle l'a fait en 1982 avec le pacte de Pierre Trudeau — quelle serait notre obligation morale vis-à-vis d'une province dissidente? J'ai toujours lu que le Québec, paraît-il, se trouvait en dehors de la constitution à cause de la trahison de 1982. Si l'Alberta refuse d'accepter un accord approuvé par toutes les autres provinces cette fois, est-ce qu'elle se trouvera en dehors de la constitution? Et, puisque l'Alberta est moins centrale que le Québec (s'il vous plaît, pardonnez-moi, M. Getty), qu'est-ce qui arrivera si le gouvernement de l'Ontario rejette l'accord mais que celui-ci reçoit l'approbation d'un nombre suffisant de provinces pour le mettre en vigueur? Est-ce que le pays devra continuer sans l'approbation de cette seule province? Est-ce que l'Ontario se trouvera en dehors de la constitution?

3 -- En 1982, le premier minis-

De Kingston à Québec

NDLR. L'éditorialiste Raymond Giroux, du SOLEIL et Harvey Schachter, rédacteur en chef adjoint du WHIG-STANDARD de Kingston, en Ontario échangent une correspondance où chacun tente d'expliquer sa société à l'autre. Ces lettres seront publiées simultanément dans les deux quotidiens, à tous les deux jeudis.

Cette semaine:

Les Québécois

Le Canada, qui était originaire du Québec, a bâti une constitution et a ajouté une Charte des droits. Soixante et onze membres du Parlement du Québec ont donné leur appui à cet accord-là. Et les Québécois ont fait de même, selon les sondages. Est-ce que le Québec était alors en faveur de cet accord, ou est-ce qu'il était divisé ou opposé? Et qu'est-ce que c'est le Québec? Est-ce que les membres du Parlement ne représentent pas le Québec? Est-ce que les citoyens, comme le sentiment populaire enregistré par les sondages l'a indiqué, ne comptent pas?

4 -- Qu'est-ce qu'un Québécois? C'est la question que Mordecai Richler pose dans son livre, lorsqu'il mentionne les nationalistes qui brandissent des drapeaux en marchant dans les rues et en criant « Le Québec aux Qué-

bécois » et lorsqu'il suggère qu'ils n'ont en tête personne du nom de Ginsburg ou de MacGregor. Comme avec beaucoup de ses écrits, il a exagéré pour rendre son argument clair. Mais la semaine dernière, Lise Bacon a montré la justesse de la remarque de Richler en nous disant que les autochtones qui s'opposent au projet de la Baie James II ne sont pas vraiment des Québécois. Son argument à elle semblait dangereux, étant donné le fait que bientôt les autochtones pourraient déclarer qu'ils ne voudront pas être des Québécois et qu'ils ne voudront plus que leurs terres fassent partie du Québec. Mais qui sont les Québécois, exactement?

Mais ce sont tes réponses que je voudrais entendre.

Harvey



par
Raymond
GIROUX

Québec

Cher Harvey,

Je vais commencer par là où tu termines : un Québécois, c'est quelqu'un qui a choisi de vivre au Québec. Dans mon esprit, personne n'est exclu, quoi qu'en pensent Mordecai Richler ou Lise Bacon. Ces deux-là se trompent sur toute la ligne. Quand Richler exclut les MacGregor du Québec, il oublie les Ryan, les Johnson et même les Mulroney!

Être Québécois, c'est aussi un état d'esprit. Tu peux être Québécois et Canadien, tu peux être Canadien d'abord, ou Québécois d'abord. Brian Mulroney est un Québécois, et c'est d'ailleurs une des causes de ses difficultés politiques.

Je sais qu'il y a un vent de xénophobie au Québec. Mais ce n'est ni mieux ni pire qu'à Vancouver où plusieurs en ont soupé des immigrants chinois de Hong Kong parce qu'ils ne peuvent plus

Être Québécois, c'est un état d'esprit

se payer de maison. Les nouveaux venus ont mis le grappin sur tout ce qu'ils pouvaient attraper, et ainsi fait monter les prix.

Pour les autochtones, il me fait grand plaisir de te dire que j'ai enfin trouvé un Ontarien sympathique. Le professeur Brad Morse, de l'université d'Ottawa, a dit devant une commission parlementaire à Québec que le gouvernement provincial avait fait un travail relativement acceptable dans le dossier amérindien.

Le Québec, selon lui, a montré la voie aux autres sur des sujets comme : la promotion des langues autochtones (en voie de disparition ailleurs), le soutien à l'éducation, des ententes uniques sur la santé et les services sociaux, l'aide au développement économique local, la reconnaissance des droits territoriaux plutôt que l'appel systématique aux tribunaux, et la reconnaissance de la notion de gouvernement autonome. Pas mal, n'est-ce pas, pour une société nombriliste?

Et où ailleurs au Canada pour-

ras-tu trouver des écoles financées par l'État pour donner une éducation religieuse et bilingue aux minorités juives, musulmanes arméniennes ou grecques? Il est plus facile de trouver une école grecque à Montréal qu'une école française à Terre-Neuve.

Aussi, tu dois comprendre que quelques politiciens et journalistes d'ici ont l'épiderme sensible quand ils entendent des écrivains comme Richler ou des chefs comme Ovide Mercredi répandre une haine quasi raciste contre les Québécois.

De mon côté, je me tords présentement de rire à la lecture du livre de Richler, et je crains fort de perdre quelques amis — qui ne l'ont pas lu — quand ils apprendront que je le trouve effectivement très drôle. Et je pense bien que Richler doit mourir de rire en se rendant à sa banque...

Tu te demandes ce qui va arriver si jamais nous signons une entente, et votons par la suite pour le Parti québécois. Bien simple : il ne se passera rien parce que le PQ

n'aura pas la légitimité nécessaire pour décider que le Québec devient souverain sans un référendum. Il n'en tiendra pas un six ou 12 mois après un référendum qui aurait approuvé une réforme constitutionnelle.

Si Ottawa essaie de détourner le processus en tenant son propre référendum au Québec, les Québécois diront, avec raison, que le droit à l'autodétermination ne peut être manipulé par un gouvernement autre que notre gouvernement national, celui de Québec.

Une acceptation du fédéralisme par les Québécois durerait aussi longtemps que le Canada respecterait les nouvelles règles du jeu et n'essaierait pas de les contourner par des finasseries ad-

ministratives ou des procès sans fin. Mais je ne crois pas que l'on puisse inscrire un échéancier dans une constitution, disant qu'il faille la renégocier à tous les cinq ou dix ans.

Et les autres provinces, elles : qu'arrivera-t-il si une ou deux refusent de signer? Si l'Ontario dit non, il n'y a pas d'entente. Point final! À Terre-Neuve, Clyde Wells a déjà dit publiquement que s'il était le seul à rejeter l'entente, il se rallierait à la majorité. Les autres provinces de l'Est, elles, vont accepter tout ce qu'Ottawa, le Québec et l'Ontario vont entériner.

Je ne peux pas parler pour les provinces de l'Ouest. Sont-elles réellement prêtes à briser le pays

pour un Sénat Triple-E? Si le Canada a pu laisser tomber le Québec il y a dix ans, ne devrait-il pas faire le même sort à Don Getty cette année?

Après tout, tu crois que Pierre Trudeau et ses députés libéraux du Québec nous représentaient, à l'époque. Alors, Joe Clark et Don Mazankowski devraient pouvoir convaincre leurs collègues de l'Alberta, aux Communes, d'approuver cette entente, et c'en serait fait de l'Alberta!

Facile, hein? Non, je fais simplement l'agacer un brin! Il reste six mois avant que le Canada et le Québec se branchent.

Raymond

Les Halles du Tourisme



Le Monde à votre portée

Les 9 et 10 avril de 13 h à 21 h
et le 11 avril de 10 h à 17 h

Place de la Cité

2635, boul. Hochelaga, Sainte-Foy

Venez préparer votre voyage de rêve en rencontrant plus de 20 grossistes pour différentes destinations.

Une présentation de



PLUS DE 5 000\$ EN PRIX À GAGNER

COUPON DE TIRAGE

NOM _____

ADRESSE _____

TÉL. : Rés. _____ Bur. _____

Règlements disponibles sur place

1 semaine pour 2 personnes en Sierra Leone (hébergement seulement) de TOURS Océanutes/Équatic, 2 billets d'avion sur le réseau AIR ALLIANCE, circuit de 4 jours à Toronto/Niagara Falls de KILOMÈTRE VOYAGES, 1 billet d'avion Floride de MIRABELLE TOURS, 1 billet d'avion Floride de VACANCES FANTASIA, 2 billets en première classe de VIA RAIL, une nuitée à l'AUBERGE LA GOURMANDIÈRE, 1 cours de plongée sous-marine de AU COIN DU PLONGEUR. Plusieurs coupons-rabais de 250\$, 100\$ et 50\$ sur les produits suivants: croisière de 7 jours d'AMERICANADA, forfait aux Iles Seychelles ou en Sierra Leone de TOURS ACÉANUTES/ÉQUATIC, forfait au PORTUGAL de GIRASSOL, forfait en Floride ou République Dominicaine de TOURS MONT-ROYAL.

Une collaboration



ROCK-DÉTENTE QUÉBEC



P...

OPTEZ GUY ROULEAU OPTICIEN ET PROFITEZ DU 2 POUR 1, À L'ANNÉE, SANS RESTRICTION.

VOUS CHOISISSEZ DEUX PAIRES DE LUNETTES COMPLÈTES, VERRES ET MONTURES ET VOUS NE PAYEZ QUE LA PLUS CHÈRE DES DEUX : L'AUTRE EST TOUT À FAIT GRATUITE, QU'ELLE SOIT POUR VOUS OU POUR QUELQU'UN D'AUTRE.

EXAMENS DE LA VUE SUR PLACE PAR DES OPTOMÉTRISTES. NOUS ACCEPTONS ÉGALEMENT LES PRESCRIPTIONS DE L'ÉTRANGER.

2 POUR 1

LA TPS NE S'APPLIQUE PAS À L'ACHAT DE LUNETTES SUR PRESCRIPTION.

OPTEZ GUY ROULEAU OPTICIEN

QUÉBEC 691, Boul. Charest Est 524-6958	LORETTEVILLE 592, rue Racine 843-6542
SAINTE-FOY Place Belle-Cour 659-4169	MONTMAGNY 59, Boul. Taché 248-8383

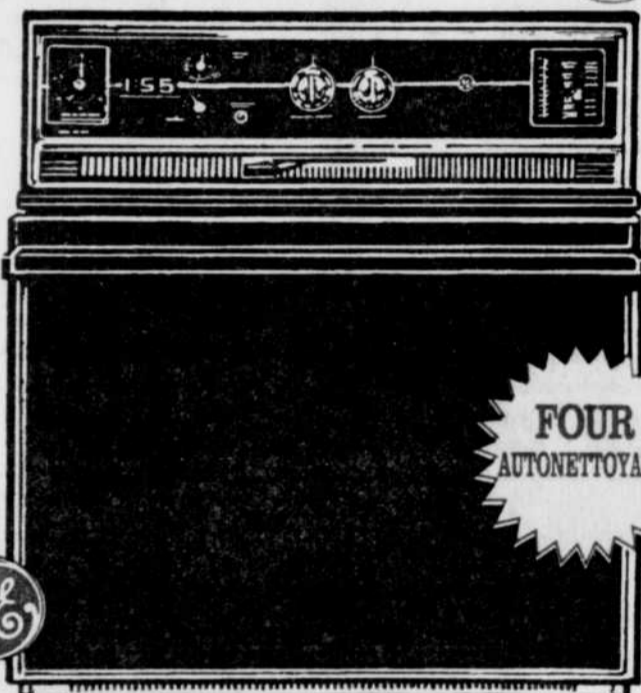
AMEUBLEMENTS TANGUAY

GRATTEZ et GAGNEZ le montant de votre achat

12 **COMMENCEZ À PAYER LE...**
SEPTEMBRE 1992
SUR TOUTE LA MARCHANDISE

CHOIx DE FOURS À ENCASTRER 
OFFERTS À PRIX RÉDUITS

FOUR À ENCASTRER (J55BK)



FOUR AUTONETTOYANT

- Four autonettoyant • Tournebroche intégré
- Lèchefrite et grille sans fumée
- Thermomètre à viande intégré
- Porte noire en verre

Cour.: 879,95

~~699⁹⁵~~

DE PLUS
GRATTEZ UN RABAIS DE 20\$ 50\$ 100\$

FOUR À ENCASTRER BLANC SUR BLANC (J55BWK)



FOUR AUTONETTOYANT

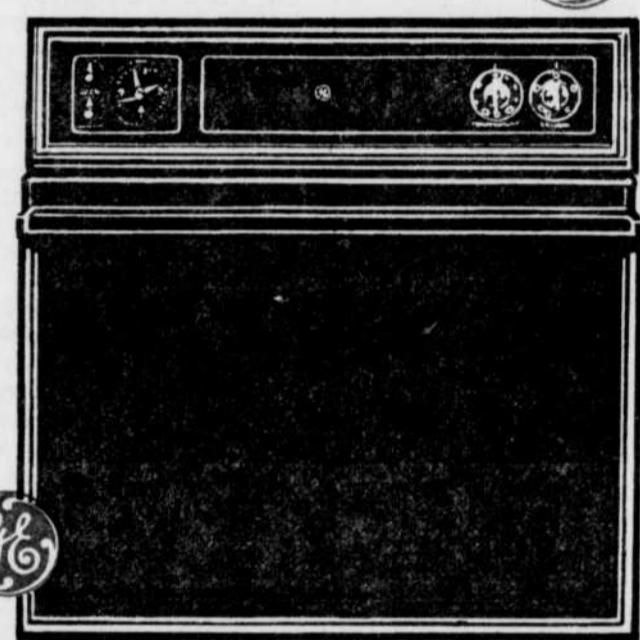
- Four autonettoyant • Tournebroche intégré
- Lèchefrite et grille sans fumée
- Thermomètre à viande intégré avec avertisseur
- Porte blanche en verre

Cour.: 919,95

~~699⁹⁵~~

DE PLUS
GRATTEZ UN RABAIS DE 20\$ 50\$ 100\$

FOUR À ENCASTRER (J53AK)



- Lèchefrite et grille sans fumée
- Porte noire en verre • Minuterie automatique

Cour.: 499,95

~~399⁹⁵~~

DE PLUS
GRATTEZ UN RABAIS DE 20\$ 50\$ 100\$



McCLARY

LAVEUSE

- 2 programmes de lavage
- 2 sélections de température de rinçage

SÉCHEUSE

- Séchage minuté
- 2 sélections de température

~~699⁹⁵~~

L'ENSEMBLE

DE PLUS
GRATTEZ UN RABAIS DE 20\$ 50\$ 100\$



17
pi cu

McCLARY CUISINIÈRE

- Four à nettoyage facile
- Éléments amovibles
- Porte de four en verre noir

~~499⁹⁵~~ ch.

RÉFRIGÉRATEUR 17 pi cu

- 2 clayettes réglables
- 2 compartiments à produits laitiers
- 2 balconnets dans la porte du congélateur

~~699⁹⁵~~ ch.

DE PLUS
GRATTEZ UN RABAIS DE 20\$ 50\$ 100\$

SUR CHAQUE APPAREIL

* Règlements disponibles en magasin. Afin de rendre le billet gratteux valide, les personnes devront répondre correctement à une question d'aptitude en mathématiques.

Cartes de crédit acceptées. ** Sous réserve de l'approbation du Service du crédit, ne payez que les taxes de vente. L'intérêt sera porté à votre compte à partir du 12 septembre 1992 sur le solde dû.

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province !

LÉVIS:

5720, boul. Étienne-Dallaire
(angle Kennedy)
833-4511

BEAUPORT:

535, boul. Ste-Anne
667-6282

LES SAULES:

Carrefour Les Saules
5150, boul. l'Ornière
871-4411

TROIS-RIVIÈRES:

2200, boul. des Récollets
(819) 373-1111

RIMOUSKI:

822, boul. Ste-Anne
(route 132)
POINTE-AU-PÈRE
725-4411

LIVRAISON ET SERVICE:

QUÉBEC: 872-2242
TROIS-RIVIÈRES: (819) 373-1111
RIMOUSKI: 725-4411